

**PROGRAMME NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME
EN HAÏTI**

(VERSION PRÉLIMINAIRE)

Février 2009

Résumé

Avec ses **1535 km de côtes**, Haïti est le deuxième pays de la Caraïbe en étendue de zones côtières (après Cuba), ce qui reflète un potentiel considérable en ressources marines. **Le secteur de la pêche regroupe 52 000 familles et près de 20 000 commerçants.** Il est jusqu'à ce jour l'un des secteurs ruraux les plus marginaux et délaissés d'Haïti. Les importations représentent près de 75% de la consommation nationale de poisson. De nouvelles techniques, comme les **Dispositifs de Concentration de Poissons DCP**, permettent d'augmenter très significativement les prises et donc les revenus des pêcheurs, ce qui permet d'espérer un développement important du secteur. Les produits de la mer sont rapidement périssables, de ce fait elles doivent être très vite vendues et consommées, réfrigérées ou séchées pour pouvoir être vendus ultérieurement. Il n'y a pas assez d'infrastructures de conservation et les techniques de séchage pourraient être améliorées. Face à ces défis, les acteurs du secteur, en particulier les pêcheurs, ont commencé à s'organiser.

Compte tenu de l'importance de ce secteur, sous la coordination du **Secrétaire d'Etat à la Production Animale, un groupe de travail a préparé une proposition de programme national de développement pour le secteur**, qui va être discutée lors d'un forum les 19 et 20 octobre 2008. Ce groupe a réuni des acteurs du secteur privé, des fonctionnaires du MARNDR et des professeurs de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire.

Les propositions présentées dans le document ont pour objectifs de créer des sources de revenus durables et sont en accord avec les orientations du document de Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) et vont bénéficier prioritairement aux populations les plus pauvres, tout en favorisant une gestion responsable des ressources naturelles et de l'environnement. En effet dans le DSNCRP, le secteur de l'agriculture et de la pêche est identifié comme le premier pilier pour la croissance.

Le programme visera en priorité l'amélioration de la pêche artisanale, en particulier en lui fournissant la possibilité d'augmenter ses prises en construisant des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) et en installant des infrastructures de réfrigération. **Le développement de la pêche maritime s'appuiera aussi sur un programme de recherche** conduit en Haïti, en particulier avec la FAMV, portant en particulier sur les techniques de pêche et de conservation.

Il s'agira en outre de **soutenir l'organisation du secteur**, en particulier des pêcheurs pour qu'ils puissent mieux participer au développement et bien gérer la ressource en poissons et fruits de mer. Un registre pour les embarcations, les pêcheurs et les marchands (es) sera créé, ainsi qu'un système de suivi des activités de la pêche. Des Comités Communaux de Suivi (CCS) seront créés, regroupant la Mairie, la Direction Départementale de l'Agriculture et les principaux acteurs de la pêche, ainsi qu'un Office de Pêche, regroupant le secteur public et privé, pour organiser les concertations nécessaires au niveau local et national. Ce dispositif organisationnel sera complété par le renforcement de la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture du MARNDR, et de la **réactualisation de la législation sur la pêche maritime**.

Ce programme permettra d'augmenter la disponibilité en poissons et fruits de mer pour le marché local et pour l'exportation en passant de 15 000 Tonnes par an à 20 000 tonnes d'ici 2013.

Programme National pour le Développement de la Pêche Maritime en Haïti

Contexte

La situation économique actuelle d'Haïti est précaire et insuffisante pour que les besoins basiques de la population soient couverts. En 2001, 56% de la population vivait en-dessous du seuil de la pauvreté extrême et en 2005, Haïti était placée au poste 153 dans l'index de développement humain (le rapport précédent lui donne le poste 146), ce qui a mis en évidence une régression récente (Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, DSNCRP).

L'analyse de la situation économique et sociale d'Haïti en 2005, réalisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a mis en évidence que, en dépit des interventions dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture et la pêche, le taux de croissance dans ces domaines était trop faible pour permettre à la production locale de couvrir les besoins alimentaires de la population haïtienne.

La précarité de la production nationale et la pauvreté dans le milieu rural font de l'agriculture et du développement rural un vecteur de croissance clé dans la vision globale de développement d'Haïti (DSNCRP). Dans la stratégie globale d'intervention, une double perspective stratégique est favorisée qui aborde l'aspect économique et l'aspect social, encourageant la croissance et la réduction de la pauvreté rurale. Parmi les activités énumérées dans la stratégie globale d'intervention qui permettent l'augmentation de la production nationale, il faudrait souligner la promotion de la pêche et de l'aquaculture, considérées comme des axes avec un potentiel réel, mais peu ou mal développés.

Avec ses 1700 km de côte, Haïti est le deuxième pays de la Caraïbe insulaire en étendue de zones côtières (après Cuba), ce qui reflète un potentiel considérable en ressources marines. Le développement de la pêche en Haïti offre donc une double opportunité de contribution très significative à la croissance économique, en accord avec les lignes définies par le DSNCRP. D'un côté, le développement durable de la pêche maritime permettrait d'améliorer la qualité de vie des communes des pêcheurs, l'un des secteurs ruraux les plus marginaux et délaissés d'Haïti (Breuil 2000), et de l'autre côté, il permettrait d'augmenter la production et disponibilité de poisson, un produit de haute qualité nutritionnelle, contribuant ainsi à diminuer la dépendance de l'importation et à sécuriser la disponibilité en aliments pour la population locale. Cependant, l'exploitation de ces ressources, telle qu'elle se déroule présentement, s'avère incapable de satisfaire la demande locale ; selon certaines estimations (Breuil 2000), Haïti importerait donc la plus grande partie des produits maritimes à base de poisson.

Quelques aspects généraux sur la filière pêche en Haïti (selon Damais et al. 2008)

Il existerait en Haïti quelques 52,000 familles de pêcheurs répartis dans plus de 420 localités en 26,000 unités de pêche (14,800 pirogues, 10,000 bateaux à voile, 1,200 bateaux à moteur).

Les équipements utilisés par les pêcheurs sont divers et variés : lignes, nasses (plus de 350,000), filets (9,000, qui incluent 1,900 sennes de plage), mais souvent rudimentaires et de

faible productivité. Compte tenu de la vétusté des embarcations, le temps de pêche est limité ainsi que le nombre de jours de pêche possibles dans l'année.

La commercialisation des produits de deuxième catégorie et des poissons séchés est réalisée par plus de 12,000 marchandes locales et par 7,000 « madames sara ». Les produits de premier choix (poissons roses, langoustes, lambis) sont commercialisés par des « agences », réseau pyramidal d'intermédiaires (100 réseaux, 1,600 acheteurs) assurant la commercialisation des produits frais jusqu'à l'aire métropolitaine pour les marchés de consommation et pour les exportateurs. On estime ainsi à près de 20,000 le nombre d'agents impliqués dans la commercialisation des produits de la mer, qui sont destinés en premier lieu au marché intérieur, même si les exportations informelles vers la République Dominicaine se sont beaucoup développées ces dernières années. Il existe par ailleurs une douzaine d'exportateurs de produits de la mer, basés à Port-au-Prince pour la plupart ; ils commercialisent surtout des queues de langouste congelées. La production annuelle du secteur serait de l'ordre de 15 000 TM de poissons, 600 TM de langoustes, 200 TM de chair de lambi et 50 TM de crevettes, pour une valeur globale de plus de 3 milliards de gourdes et une valeur ajoutée annuelle de 2 milliards de gourdes.

Analyse de la problématique

La problématique de la filière pêche en Haïti a été le sujet d'un grand nombre d'études récentes. Selon Damais et al. (2008), (1) la ressource disponible sur la côte et sur le plateau continentale a beaucoup diminué du fait d'une augmentation de la pression exercée par un nombre croissant d'unités de pêche et de la détérioration de certains écosystèmes favorables à la reproduction des poissons et crustacés ; (2) la majorité des pêcheurs qui tentent d'exploiter d'autres milieux comme la haute mer, manque de moyens pour cela ; les temps de déplacement élevés limitent la durée de pêche, la vétusté des embarcations augmente le risque en mer et réduit le nombre de jours de pêche, les outils disponibles limitent les types de pêche possibles ; (3) la commercialisation des produits de la mer se réalise en l'absence de moyens de conservation en frais, mis à part des blocs de glace distribués dans tout le pays à partir de moins de 20 sites de production et d'approvisionnement ; une fois à terre, les poissons et autres fruits de mer doivent donc être vendus très rapidement par différents réseaux de commercialisation articulés entre eux (marchandes locales, saras urbaines, agences) ; les produits « haut de gamme » (langoustes, chairs de lambi, poissons de première catégorie) sont « glacés » en priorité ; les produits qui ne sont pas vendus rapidement sont salés et séchés, ce qui permet leur stockage, mais s'accompagne d'une forte perte de valeur (de l'ordre de 40%). Les déficiences du système de conservation augmentent les risques de pertes à tous les niveaux des filières de commercialisation, ce qui incite les acteurs à se « couvrir » avec des taux de marges importants (de l'ordre de 20% à chaque étape), en tout cas supérieurs à ce que l'on peut observer dans d'autres secteurs de l'économie haïtienne ; (4) les exportations formelles de produits de la mer vers l'Europe sont fermées depuis 10 ans en raison de l'absence de système de contrôle de qualité acceptable, tandis que toutes les exportations de lambi (coquille et chair) sont fermées du fait du non respect par Haïti des exigences de la CITES . Le marché à l'exportation vers la République Dominicaine s'est beaucoup développé ces dernières années, mais son caractère informel est probablement source d'inéquité dans les échanges, au détriment des pêcheurs haïtiens ; (5) les nombreuses organisations de pêcheurs existent (plus d'une soixantaine), mais beaucoup sont de création récente et peu structurées ; les associations d'exportateurs (coquilles, langoustes) ont été mises

sur pied en réponse à des contraintes très spécifiques (accès au marché international, gestion de la concurrence interne), et (6) bien qu'il existe une loi sur la pêche (1978), elle n'est pas appliquée et mérite d'être actualisée ; le secteur souffre d'un manque crucial de régulation qui contribue à l'épuisement de la ressource ; des conflits entre pêcheurs ou entre communautés de pêcheurs, qui n'arrivent plus à gérer localement les tensions sur la ressource, commencent à se manifester dans différents points du pays.

Célestin (2004), dans son analyse des contraintes au développement de la pêche en Grande Anse retient ces grands titres : (1) Faiblesse institutionnelle ; (2) Carence chronique de cadres ; (3) Manque de volonté politique ; (4) Retard dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan directeur pour le développement du secteur ; Instabilité sociopolitique ; (5) Manque d'infrastructures de développement et de service ; manque de données scientifiques comme base de décision ; (6) Faible niveau économique des pêcheurs ; (7) Manque d'application de la législation régissant la pêche et ; (8) Détérioration des conditions environnementales.

Deux études mettent particulièrement l'accent sur les conditions sociales et économiques des pêcheurs, et soulignent l'impact négatif de ces conditions sur la filière :

Breuil (2000), dans son étude de la filière en Haïti, souligne que *« le monde de la pêche en Haïti se caractérise avant tout par l'individualisme des producteurs et par le manque de cohésion sociale parmi les pêcheurs, sauf dans les rares sites où les conditions socio-économiques sont particulièrement favorables. A cela s'ajoute un problème récurrent de méfiance entre les pêcheurs, en particulier envers les pêcheurs qui tentent de se démarquer ou qui prennent des initiatives originales quelle que soit la nature de ces initiatives »*. Il souligne aussi que *« une autre caractéristique majeure du secteur de la pêche est que la situation économique des pêcheurs est généralement précaire, ce qui se traduit par le manque de dynamisme des micro-entreprises et une impression de résignation et attentisme chez les producteurs »*.

Favreliere (2008), dans son étude de la pêche dans le Département du Sud-est, écrit dans son résumé du Diagnostic : *« L'ouverture de marchés extérieurs pour les produits halieutiques, s'est donc traduite par un développement sans précédent de la pêche artisanale dans le département du Sud-Est. Cependant, ce développement s'est réalisé dans l'indifférence et sans aucune considération à l'égard des communautés de pêcheurs. Le niveau de pauvreté dans les localités de pêche est en général très élevé, et les pêcheurs artisanaux le plus souvent marginalisés vivent toujours dans la plus grande précarité. L'absence de services spécifiques à leur profession et le manque cruel d'encadrement technique font que les pêcheurs, peu organisés, ne sont pas en position de force, et qu'ils entretiennent alors des relations inéquitables avec les autres acteurs de la filière de la pêche »*

Une plus récente revue de toutes ces études (Xunta de Galicia 2008), accompagnée de visites sur le terrain et des entrevues avec les différents acteurs, a produit une simple synthèse sous forme d'arbre de problèmes, permettant une vue intégrée et entière des divers problèmes de la filière et de leurs interrelations.

Cette synthèse divise les problèmes en 4 axes principaux, (1) la faiblesse institutionnelle et légale, (2) la stagnation du développement socio-économique de la filière, (3) l'inadéquation commerciale du produit et (4) l'inefficace gestion de la pêche (voir Figure 1- Arbre de problèmes). Les problèmes se manifestent donc dans tous les domaines de la filière et impliquent

tous les acteurs (pêcheurs et commerçants, institutions de recherche, institutions gouvernementales et non gouvernementales).

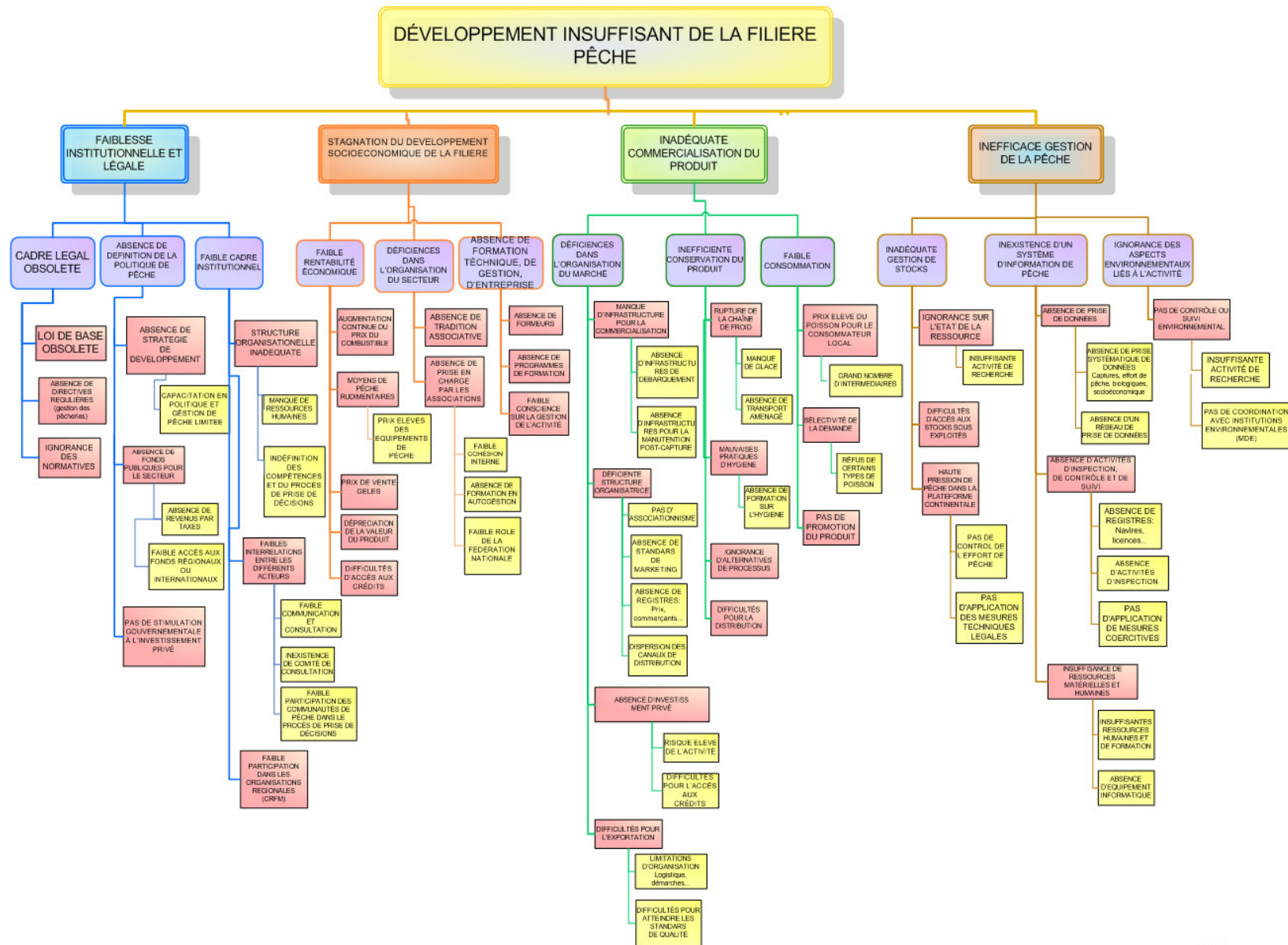
Le point principal à retenir de cette synthèse est que le développement d'une pêche qui soit durable requiert un plan d'action dont l'approche est multidisciplinaire et intégrée, opérant simultanément dans les quatre axes. De ce fait, dans tout plan d'action à court ou long terme, il ne s'agit pas de prioriser certains des ces axes au détriment des autres, mais plutôt de identifier, à l'intérieur de chacun des axes, les interventions qui sont prioritaires. Ces actions prioritaires devront être celles qui visent à résoudre les problèmes de base dont la résolution facilite la résolution d'autres problèmes à l'intérieur et à travers les différents axes. Avant d'identifier les problèmes de base à résoudre et définir le plan d'action visant à résoudre ces problèmes, il reste à définir le modèle de pêche à développer. Ci-dessous nous décrivons le modèle de pêche que nous considérons le plus appropriée dans le contexte actuel et nous mettons l'accent sur des éléments généraux qui contribuent à encadrer le plan d'action et que nous considérons étroitement associés à la résolution de certains des problèmes de base.

Eléments généraux de stratégie du plan d'action

1 - Une pêche artisanale améliorée

Des documents récents (Breuil 2000, Favreliere 2008) mettent l'accent sur le besoin de développer une pêche artisanale améliorée (au détriment d'une pêche industrielle ou semi-industrielle). La pêche artisanale améliorée semble plus conforme aux objectifs principaux du DSNCRP : le développement des milieux ruraux (généralement défavorisés) et l'augmentation de la sécurité alimentaire à travers la production nationale. Les avantages économiques et sociaux d'une pêche artisanale dans les pays en voie de développement sont bien connus. Ces avantages généralement incluent (1) minimum de besoin

ARBRE DE PROBLÈMES



en subventions par l'état ou autres institutions, (2) une meilleure répartition des bénéfices au sein des communes de pêcheurs à travers la création de multiples emplois, (3) un besoin minime en carburant, et (4) une meilleure utilisation des tous les produits halieutiques.

En gros, cette pêche artisanale améliorée, qui se caractérise par une répartition relativement équitable de l'investissement en capital entre l'ensemble des pêcheurs, s'avère plus susceptible de contribuer à l'objectif de la réduction de pauvreté du DSNCRP parce qu'elle garantit aussi une répartition plus équitable de l'effort de pêche et des revenus entre pêcheurs. Il faut tout de même souligner, que dans le but d'optimiser l'utilisation des ressources, des interventions du type semi-industriel doivent être aussi considérées pour ces ressources qui sont difficilement exploitables exclusivement par des moyens traditionnels artisanaux.

D'autre part, une meilleure répartition des bénéfices au sein des communes de pêcheurs à travers une pêche artisanale améliorée ne peut que favoriser l'implication et participation volontaire des pêcheurs dans toute activité visant à l'aménagement potentiel de la ressource (voir ci-dessous).

2- Le rôle fondamental des pêcheurs dans le développement d'une pêche durable contribuant au développement rural

Pêcheurs et développement rural

Aboutir à une pêche artisanale améliorée qui permette le renouvellement de toute ressource exploitée ne peut être atteint que si l'ensemble des opérateurs de la filière ont participé avec la plus grande transparence dans le processus de développement. Dans ce sens, un des plus grands défis est celui de dialoguer avec l'ensemble des pêcheurs. Le faible niveau organisationnel et de formation des pêcheurs, les conditions précaires et isolées dans lesquelles ils évoluent, leur manque de « sens collectif » et leur méfiance entravent ce dialogue. Par contre, si le développement de la filière doit s'insérer au sein du DSNCRP, alors, le dialogue direct avec l'ensemble des pêcheurs, tôt ou tard, s'avère incontournable ; il serait donc stratégiquement important de mettre sur place les bases qui permettent aboutir à un niveau organisationnel des pêcheurs qui puisse donner naissance à des structures qui représentent et défendent avec succès leurs intérêts communs.

Pêcheurs et l'aménagement des ressources – Directives communales

Il est très pertinent de souligner que toute tentative de développement d'une pêche durable requiert un contrôle de l'effort de pêche, et que des mesures doivent être prises dès le début du plan d'action ; sans ce contrôle la dynamisation de la filière aboutira à une multiplication continue de pêcheurs (par exemple, à travers des paysans provenant des milieux ruraux pauvres) et donc, à une augmentation constante de l'effort de pêche, ce qui risque, même à court terme, de contrecarrer tous les bénéfices obtenus lors l'exécution du plan d'action.

Avec 50,000 familles de pêcheurs, 26,000 unités de pêche, et 420 localités de débarquement réparties tout le long du territoire, des activités essentielles à la gestion des ressources (prise d'information sur la biologie et l'abondance des espèces, application des règlements et

surveillance, prise de statistiques de capture, mise en place d'un registre de bateaux et pêcheurs, contrôle de l'effort de pêche) ne pourront se faire de façon efficace que si les pêcheurs participent activement et volontairement dans ces activités. Donc, l'implication des pêcheurs dès le début du plan d'action est fondamentale afin d'assurer la durabilité de la pêche. Cette participation des pêcheurs au processus d'aménagement des ressources marines, ce dernier étant l'un des axes d'intervention identifiés, ne peut être efficace que si ces pêcheurs ne sont considérablement mieux organisés et représentés. Par exemple, bien organisés, la gestion et suivi des ressources locales pourrait être confié en sa totalité ou en partie aux ensembles de pêcheurs qui exploitent ces ressources collectivement mais conformément à la capacité de renouvellement de la ressource. Pour être efficace, ce mode de gestion par des collectifs de pêcheurs devrait bénéficier de l'appui légal, logistique et scientifique de l'état et des autres acteurs de la filière. Il s'agirait donc de favoriser l'intégration du pêcheur, individualiste par tradition, dans un collectif qui limite l'effort de pêche et qui pénalise ceux qui pêchent en dehors du collectif. Ce collectif (par exemple, une commune de pêcheurs à l'intérieur de ses limites administratives communales) pourrait être légalement autorisé, à long terme, à réguler l'accès (à ses ressources marines (communales)) des autres collectifs de pêcheurs limitrophes et des nouveaux pêcheurs sortant des milieux ruraux (voir schéma ci-dessous). Ce système « communal » de régulation pourrait aussi réglementer le type de matériels utilisés ainsi que les saisons et zones de pêche au sein de la commune. Afin de favoriser l'application des règlements, l'identification des mesures techniques (taille de maillage, type de pêche, saisons, etc) devrait refléter un compromis entre les besoins en revenus des pêcheurs de la commune et les mesures strictes qui garantissent objectivement le renouvellement de la ressource. De ce fait, ces mesures spécifiques à la commune ou « directives communales » devraient être suffisamment flexibles pour pouvoir s'ajuster dans le temps selon l'évolution de la ressource et de l'activité de pêche. Ces directives communales seraient le fruit du dialogue et consensus entre la Direction de Pêche, les institutions de recherche, et l'ensemble des pêcheurs de la commune. Ceci permettrait, dans un premier temps, au moins de stabiliser l'effort de pêche et d'inculquer progressivement un sens de responsabilité et de contrôle communal et collectif. Parallèlement, l'introduction et développement d'autres types de pêche dans la commune (par exemple, pêche sur Dispositif de Concentration de Poisson), faciliterait et justifierait moralement et économiquement l'endurcissement progressif des directives communales pour certaines ressources côtières.

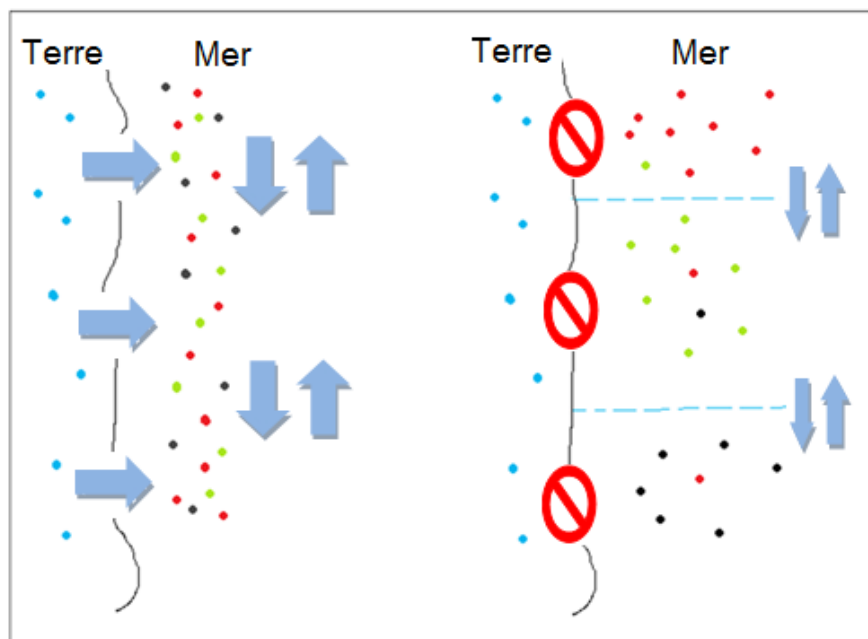


Schéma représentant l'état actuel d'accès libre aux ressources (à gauche) et un modèle de gestion communale qui limite l'accès (à droite). Les flèches indiquent l'importance (grosceur) et direction des mouvements de pêcheurs. Dans le premier cas, des nouveaux producteurs (points bleus) provenant du milieu rural terrestre s'incorporent constamment à la pêche tandis que les anciens pêcheurs (points rouges, noirs et verts, chaque couleur représente une commune) des différentes communes (séparées par les lignes bleues) travaillent tout le long de la côte. Ils sont tous motivés par l'accès libre de cette activité et exploitent la ressource sans soucis d'aménagement. Dans le deuxième cas, chaque communauté de pêcheurs est responsable de ses ressources marines « communales » et les gèrent en conséquence, avec l'appui légal, logistique et scientifique de la DPAQ. Ils empêchent l'entrée des nouveaux pêcheurs dans leur « territoire » et limitent l'accès des pêcheurs des communes limitrophes. En limitant l'accès libre, le pêcheur a maintenant intérêt à assurer la durabilité de la ressource (puisque l'accès aux ressources limitrophes est désormais limité et il est plus facile logistiquement et socialement de s'assurer que tout le monde à l'intérieur de la commune respecte les règles du jeu). Du coup, la concentration de l'activité de pêche dans l'espace pour chaque communauté permet aussi un meilleur suivi de l'activité par l'état et les institutions de recherche. Il est important de noter que des variations de ce modèle de gestion collective communal issue de l'initiative des pêcheurs existent déjà en Haïti. L'ensemble des pêcheurs d'Anse-à-pitre et de Belle Anse ont interdit l'utilisation de seines de plage sur le territoire communal. Les pêcheurs se chargent eux mêmes de faire le suivi et recourent aux autorités locales en cas de violation des règles. Le schéma ici proposé ne fait donc que pousser le contrôle de l'effort de pêche à un niveau plus strict, en capitalisant sur des pratiques collectives déjà acceptées (voire initiées) par les communautés de pêcheurs, avec l'appui légitime de l'état. Eventuellement, ce mode de gestion pourrait faciliter la transition à la formation de réserves marines « communales » qui soient acceptées par les communautés locales.

Le Comité Communal de Suivi (CCS)

En s'appuyant sur l'autonomie juridique et administrative des mairies, il est pertinent de proposer une structure communale qui regroupe tous les représentants des associations de

pêcheurs et des marchandes de poisson de la commune, des représentants de la mairie et du secteur privé et/ou civil, et des représentants de la Direction Départementale Agricole : le Comité Communal de Suivi (CCS). Cette structure permettrait de faciliter un débat des sujets liés à la pêche et à faciliter l'échange des informations entre les acteurs impliqués dans la pêche au sein de la commune. Le CCS pourrait assurer la coordination, transparence, harmonisation et le suivi des activités liées à la pêche dans la zone et intervenir dans la résolution des conflits potentiels au sein des différents acteurs impliqués dans la pêche. De plus, le CCS serait en mesure d'entreprendre des démarches visant à trouver des solutions aux problèmes locaux liés à la pêche. Le CCS pourrait défendre les intérêts de l'ensemble des pêcheurs lors de négociations de partenariat avec le secteur privé et lors de l'application des règlements visant à l'aménagement des ressources dans la commune. Le CCS deviendrait donc le porte-parole des pêcheurs dans le dialogue avec le secteur privé, avec les ONGs, et avec les institutions étatiques. Eventuellement, cette structure pourrait jouer un rôle actif et important au niveau de l'aménagement des ressources, avec l'appui légitime de la Direction de Pêche et de la DDA.

L'autonomie administrative, politique et juridique de chaque commune ainsi que les conditions et caractéristiques relativement homogènes de l'activité de pêche au sein de chaque commune justifient la création des CCS en tant que structures de base pour le dialogue entre les producteurs et les autres acteurs de la filière (secteur privé spécialisé, Direction de Pêche, institutions de recherche, etc.). En intégrant l'ensemble des pêcheurs de la commune, cette structure est plus susceptible de permettre une répartition plus équitable des bénéfices des interventions du plan d'action au sein de la commune, ce qui est essentiel pour assurer un développement durable. D'autre part, l'intégration des membres de la mairie et de la DDA confère au CCS de la légitimité et autorité suffisantes pour inciter le dialogue avec les autres acteurs. Il s'agirait donc de créer les conditions qui favorisent le ralliement des différentes associations de pêcheurs au sein de la commune.

Il est important de souligner que considérer les CCS comme unités de base pour les interventions du plan d'action n'est pas nécessairement en conflit avec le concept de « Bassin de pêche » proposé par Damais et al (2008). Le concept de « Bassin de pêche » reconnaît que des communes limitrophes souvent présentent des caractéristiques socio-économiques et conditions de pêche très similaires, justifiant des interventions intégrant l'ensemble de ces communes. Dans ce sens, rien n'empêche que les CCS de ces communes s'intègrent dans une structure de coordination et dialogue intercommunautaire (par exemple, une fédération de CCS) qui soit reconnue par les autres acteurs de la filière. Ainsi, ces communes pourraient mieux défendre leurs intérêts communs, proposer des actions bénéficiant à l'ensemble des communes, chercher à développer le même type de pêche améliorée, et implémenter des mesures d'aménagement similaires, jouant donc un rôle analogue à celui du Bassin de pêche.

3- Un rôle important du secteur privé spécialisé

Par son savoir-faire, par sa capacité d'innovation technologique et flexibilité d'intervention, et par sa capacité d'investissement en dehors des fonds publics, le secteur privé doit jouer un rôle important au sein du développement de la pêche, comme partenaire de développement des communautés de pêcheurs, sous la tutelle des institutions étatiques, avec l'appui potentiel des institutions de recherche. Il est donc important de mettre sur place une structure qui regroupe tous ces acteurs et qui facilite le dialogue afin d'identifier des opportunités de partenariat. Cette

structure, l'Agence de Pêche, pourrait prendre en charge toutes les fonctions qui ne sont pas strictement de la responsabilité légale et juridique de la Direction de Pêche.

Afin de favoriser des partenariats entre le secteur privé et les autres acteurs de la filière, il est fondamental de générer un cadre favorable à l'investissement. Dans ce sens, l'imposition de droits de douane sur les produits concurrençant la production nationale doit être considérée (ce qui pourrait contribuer à financer les activités étatiques liées à la pêche) ainsi que l'octroi de subventions et/ou exonérations pour les producteurs et les divers acteurs du secteur privé. L'adoption d'une mesure incitative à l'investissement privé doit, tout de même, s'accompagner de données rigoureuses disponibles sur le potentiel et viabilité de production locale et d'une étude de marché afin d'éviter le surinvestissement et la surcapitalisation qui a caractérisé le développement de la pêche dans d'autres nations.

4- Un rôle important des institutions locales de recherche

Il y a trois domaines fondamentaux dans lesquelles les institutions de recherche locales peuvent et doivent nettement contribuer au sein de tout plan d'action.

Le premier concerne le besoin d'un suivi et d'une évaluation rigoureuse et objective des interventions afin de définir les paramètres, les conditions et les mécanismes exacts qui déterminent la réussite ou l'échec de ces interventions. Dans le Document de travail de la DPAQ il est écrit : *« Mais la plupart des projets ont été confrontés à un ensemble de contraintes liées notamment aux contextes sociopolitique et institutionnel peu favorables au moment de leur exécution, et aussi en raison d'erreurs d'appréciation ou d'approximation au moment de leur formulation. La plupart de ces projets ont par conséquent eu un impact très limité, ce qui s'est également traduit par un retrait progressif en général de l'aide extérieure dans le domaine de la pêche maritime »*. En impliquant les institutions de recherche, il s'agit de permettre de documenter et analyser les différentes étapes des interventions afin d'aboutir à une transition fructueuse entre l'idée (ou le concept) et sa matérialisation et concrétisation sur le terrain. Dans ce sens, il s'agit de doter au processus de développement d'une mémoire objective et indépendante, qui permette de corriger les interventions en cours et de guider les interventions à venir.

Le deuxième domaine fondamental concerne le besoin d'accompagner le processus de développement avec des sujets de recherche (biologique, environnementale, socio-économique) qui puissent répondre aux questions spécifiques posées par le développement de la filière. Le manque de données (sur l'état de la ressource et sur l'activité de pêche) qui ne soient pas le fruit de perceptions personnelles et subjectives mais qui aient été obtenues de façon méthodique, rigoureuse et objective est une contrainte majeure à ce développement. Par exemple, nul ne doute que l'utilisation de récifs artificiels peut contribuer à l'augmentation de la productivité des ressources nobles. Mais s'aventurer dans une campagne de pose de récifs artificiels est très questionnable sans comprendre avant les causes exactes de la base productivité ; sinon, les récifs artificiels risquent de subir rapidement le même sort que les récifs naturels (surexploitation rapide puisque la ressource est maintenant plus aisément localisé dans l'espace ; sédimentation dû au déboisement ; manque de recrutement dû aux courants).

Le troisième domaine fondamental concerne la formation de cadres qui puissent s'intégrer et contribuer significativement au développement de la filière. Ce domaine est étroitement lié aux deux précédents. Les différentes facultés publiques et privées génèrent annuellement des jeunes diplômés en diverses matières (droit, agronomie, économie, environnement) qui touchent directement ou indirectement la filière et qui cherchent des opportunités de travail pour gagner de l'expérience (par exemple, à travers des stages). Ces jeunes diplômés représentent une main d'œuvre formée qui, bien encadrée par des experts académiques, du secteur privé et de l'état, pourrait venir combler temporellement les vides en cadres techniques au sein du plan d'action, tant au niveau des évaluations des interventions du plan d'action qu'au niveau du développement des sujets de recherche reliés à la filière. Une fois ayant acquis une expérience spécifique et ayant contribué au plan d'action, certains de ces jeunes pourraient être envoyés à l'étranger pour approfondir sa formation (niveau maîtrise et doctorat) sur des sujets spécifiques de la filière ; pendant ce temps, les bases devraient être mises (consolidation de fonds de recherche ; création d'emploi) pour permettre leur ultérieure incorporation dans la filière.

5- Le potentiel pélagique

Le besoin d'une diversification des ressources exploitées est incontournable afin d'aboutir à une pêche durable. Cette diversification augmentera la probabilité de régénération des ressources exploitées et réduira les risques de compétition entre pêcheurs. Dans ce sens, les ressources du plateau continental étant considérées comme surexploitées (avec quelques exceptions comme les holothurides, les crabes, les crevettes et les poulpes ; Damais et al. (2008)), il semble avoir un consensus général sur le besoin d'explorer le potentiel de la pêche des grands poissons pélagiques, une ressource qui est actuellement considérée comme faiblement exploitée (Breuil 2000, Damais et al. 2008). À ce fait, l'utilisation de Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) pour mieux exploiter cette ressource pélagique a connu un notable développement au cours des 20 dernières années, avec des exemples d'exploitation positifs, comme celui de certaines associations de la Grande Anse. Dans ce sens, le plan d'action accorde une importance particulière à ce type de pêche, tout en reconnaissant que sa viabilité réelle dépendra des conditions particulières des zones d'intervention (abondance des poissons pélagiques, conditions de navigation, distance de pose par rapport à la côte, etc). D'autre part, indépendamment du degré de viabilité de cette activité de pêche dans les différentes zones, qui ne peut être réellement déterminé qu'*a posteriori*, après un suivi rigoureux, l'introduction de DCPs est généralement bien accueillie par les communautés de pêcheurs. Ceci constitue donc un fort incitatif au dynamisme communautaire, qui favorise le renforcement organisationnel indispensable pour la bonne marche de toute autre activité du plan d'action au sein de la commune, incluant la possibilité de développer d'autres types ou techniques de pêche propices à la zone.

6- Le besoin d'un plan d'action intégré, interactif et flexible

Les caractéristiques de l'activité de la pêche et des ses acteurs varient énormément tout le long du territoire national. Cette variabilité se manifeste à tous les niveaux : conditions socio-économiques et niveau organisationnel des pêcheurs, les outils traditionnels de pêche, la densité de pêcheurs et d'unité de pêche par commune, le savoir-faire des pêcheurs, l'importance de la pêche comme source de revenu, l'extension du plateau continental et la productivité des ressources marines, les possibilités de diversification de l'exploitation, la proximité de la

République Dominicaine, les conditions de navigation, l'accessibilité aux communautés de pêcheurs par voie terrestre, la disponibilité d'électricité et de glace, la disponibilité de caisses populaires, etc. Bien que les problèmes de base soient similaires tout le long du territoire, les solutions réelles et concrètes à ces problèmes ne peuvent que tenir compte de cette variabilité. Dans ce sens, le plan d'action doit s'astreindre d'aboutir à des actions spécifiques rigides pour l'ensemble du territoire; plutôt, il doit définir les mécanismes qui permettront d'identifier les actions spécifiques les plus aptes pour l'endroit ou zone d'intervention. L'éventail d'actions potentielles a déjà reçu une grande attention : Célestin (2004) et Damais et al. (2008) proposent un grand nombre d'actions spécifiques (et des acteurs à y impliquer) au sein des quatre axes d'intervention qui doivent être sérieusement considérées [voir Annexe 1 pour le tableau récapitulatif de Célestin (2004) ; voir aussi Annexe 2 pour tableau récapitulatif d'Anthony Simon basé sur Damais et al. (2008)].

Dans ce sens, le plan d'action doit plutôt se concentrer sur (1) un nombre réduit d'activités au sein des quatre axes d'intervention dont l'impact positif, direct ou indirect, est garanti quelque soit la zone d'intérêt et (2) sur la mise des bases pour permettre une interaction dynamique entre les communautés de pêcheurs, les entités gouvernementales (DDA, DPAQ), le secteur privé organisé, les ONGs et les institutions de recherche. Cette interaction dynamique et constante entre les différents acteurs au sein du plan d'action devrait de permettre l'identification des actions spécifiques locales les plus aptes pour continuer le développement de la filière dans les différentes zones d'intervention. Cette interaction dynamique requiert d'abord le renforcement organisationnel de tous les acteurs impliqués, et notamment celui des pêcheurs à travers, par exemple, la création de CCS qui soient fonctionnels. Au même temps, elle requiert aussi la création et consolidation des plateformes de dialogue transversal (Agence de Pêche) et horizontal (mécanismes de coordination entre Ministères).

Le résultat attendu de cette interaction dynamique et participative entre les différents acteurs, sous la tutelle de la Direction de Pêche, est l'identification d'interventions spécifiques au sein des différentes zones. Ces interventions concernent, entre autres, la définition du type d'investissement en infrastructure de base pour la conservation et commercialisation (par exemple, haut potentiel halieutique : machine à glace concassée et chambre froides ; faible ou moyen potentiel halieutique : congélateurs solaires et caisses iso-thermiques ou usines à glace en blocs), la définition des types de DCP (par exemple, selon le potentiel pélagique et/ou la densité de pêcheurs : semi-lourd ou lourd ; collectif ou privé), la définition du type d'embarcation améliorée la plus propice pour la zone (par exemple, selon la houle, la distance de pêche et le savoir-faire des armateurs locaux: embarcation à voile et quille améliorée ou embarcation à moteur ou embarcation à voile et balancier), et l'identification des sujets de recherche d'intérêt à la zone pour la diversification de la ressource. Ces interventions concernent aussi la définition des mesures techniques d'aménagement proposées par la Direction de Pêche qui seront les mieux acceptées par la communauté. Elles concernent aussi le modèles de partenariat entre le secteur privé spécialisé et les producteurs qui serait le plus apte et/ou mieux accueilli par l'ensemble des acteurs de la zone (par exemple, association de producteurs avec un grand bateau-mère pour la collecte, transport et/ou transformation de produits; association de producteurs avec des petits bateaux remorqueurs ; établissement de boutiques de ravitaillement ; partenariats entre les armateurs de la zone et fournisseurs de matière premières améliorées, etc). Finalement, ces interventions concernent aussi l'élaboration des types spécifiques de produits de crédit bancaire pour pêcheurs et marchandes de poisson, tenant compte du contexte socio-économique de la

zone. Il est alors essentiel qu'il y ait un suivi rigoureux et objectif de toutes ces interventions, à travers l'implication directe des institutions de recherche sous la tutelle de la Direction de Pêche, ce qui permettra d'évaluer l'efficacité de ces interventions et ainsi guider les actions à venir dans la même zone ou ailleurs sur le territoire national.

Les objectifs principaux du plan d'action

Les objectifs principaux du plan d'action sont (1) permettre le développement social et économique des communautés rurales des pêcheurs à travers la pratique d'une pêche artisanale améliorée, (2) augmenter significativement la production et disponibilité nationale de poisson, et (3) assurer une activité de pêche durable. Dans ce sens, le plan d'action intervient simultanément au niveau des 4 axes principaux préalablement identifiés dans l'arbre à problèmes : la faiblesse institutionnelle et légale, la stagnation du développement socio-économique de la filière, l'inadéquation commercialisation du produit et l'inefficace gestion de la pêche. De plus, ce plan d'action s'appuie et cherche à intégrer l'essentiel des propositions d'intervention de Célestin (2004) et Damais et al. (2008), tout en insérant ces propositions dans un chronogramme et en proposant quelques mécanismes potentiels d'exécution.

Objectifs généraux :

- Renforcer le cadre institutionnel et légal
- Dynamiser le développement socio-économique de la filière
- Améliorer la commercialisation du produit
- Augmenter l'efficacité de la gestion de la pêche

A l'intérieur des objectifs généraux les objectifs spécifiques considérés prioritaires sont:

- Renforcement du cadre institutionnel et légal :
 - Adéquation de la structure organisationnelle
 - Augmentation des activités de recherche liées à la filière
 - Renforcement de la capacité d'évaluation indépendante des activités liées à la filière
 - Augmentation des ressources matérielles et humaines halieutiques
 - Renforcement organisationnel transversal de la filière
 - Renforcement organisationnel horizontal de la filière (avec le Ministère de l'Environnement)
- Dynamisation du développement socio-économique de la filière
 - Augmentation de la disponibilité locale de matériels de pêche
 - Augmentation de l'efficacité et sécurité des petites embarcations artisanales
 - Augmentation et diversification des prises
 - Renforcement organisationnel des pêcheurs et marchandes
- Amélioration de la commercialisation du produit :
 - Augmentation de la consommation locale
 - Augmentation des exportations

- Augmentation de l'investissement privé
- Amélioration des infrastructures physiques de base
- Amélioration de la transformation du produit
- Amélioration de la chaîne de froid
- Augmentation de capacité d'aménagement des ressources:
 - Augmentation et légitimation de la capacité d'aménagement des ressources dans la commune
 - Suivi de l'activité de pêche

Les activités spécifiques au sein de ces objectifs sont nombreuses et variées. En gros, elles peuvent être résumées comme suit :

- Révision du cadre légal et juridique mettant l'accent sur la décentralisation et clarification des responsabilités institutionnelles en matière de pêche.
- Investissement en infrastructures physiques de base facilitant le transport, la conservation et transformation et la commercialisation du produit.
- Réalisation continue d'évaluations des interventions du plan d'action.
- Réalisation d'études (biologiques, socio-économiques, coût-bénéfice, environnementaux, etc) sur des sujets reliées à la filière.
- Renforcement organisationnel du secteur, mettant l'accent sur l'ensemble des producteurs de chaque communauté en tant que collectif (CCS), et sur les partenariats entre le secteur privé et ces producteurs (Agence de Pêche).
- Développement de types alternatifs de pêche, mettant l'accent sur les DCPs, et de meilleures embarcations artisanales.
- Suivi de l'activité de pêche avec la participation active de l'ensemble des pêcheurs de chaque commune.
- Contrôle de l'activité de pêche par l'ensemble des pêcheurs de chaque commune, sous la tutelle et assistance technique de la Direction de Pêche.
- Développement d'incitatifs économiques pour l'investissement dans le secteur.
- Formation et encadrement continu de jeunes cadres en pêche.
- Formation et encadrement continu des différents acteurs de la filière.

Exécution du plan d'action dans l'espace et dans le temps

Dans un premier temps, il est proposé que les interventions visant à dynamiser le développement socio-économique de la filière, à améliorer la commercialisation du produit et à augmenter la capacité d'aménagement des ressources, se concentrent sur quatre ou cinq zones pilote réparties tout le long du territoire national. Ceci permettra d'optimiser les efforts en facilitant l'approche intégrée, de mieux évaluer l'efficacité des interventions, et de mieux cerner la diversité des problèmes spécifiques rencontrés lors de l'exécution du plan d'action, qui se déroulera en quatre années.

Les caractéristiques des interventions au sein des quatre axes peuvent se regrouper en trois phases séquentielles dans le temps. La première phase se déroule principalement durant la première année. En gros, cette phase se concentre sur la mise sur place des bases organisationnelles, légales et institutionnelles qui permettront le développement subséquent de la

filière. Ceci inclut l'évaluation et proposition d'actualisation de la Loi de Pêche définissant les termes de référence des différentes institutions étatiques décentralisées (Direction de pêche, Direction Départementales, Mairies); ceci inclut aussi l'élaboration d'un programme universitaire multidisciplinaire pour assurer le suivi et évaluation des interventions du plan d'action, pour assurer le développement des activités de recherche liées à la filière et pour assurer l'identification et développement des types de formation professionnelle les plus nécessités par la filière (techniciens frigoristes, techniques en transformation, analyse de données de pêche, etc). Cette phase inclut aussi le renforcement organisationnel des producteurs, à travers la légalisation et reconnaissance légale des associations des producteurs et à travers l'intégration des ces associations dans le CCS, et leur encadrement sur le terrain. Afin de garantir la participation des producteurs au processus, cette phase doit s'accompagner d'une campagne nationale de vulgarisation et de sensibilisation et d'un nombre d'interventions démontrant le compromis réel de l'état. Dans ce sens, le type d'intervention le plus propice dépendra de la zone et des préoccupations exprimées par les producteurs lors du processus de création des CCS. Par exemple ces interventions incluront la participation des producteurs dans la définition des DCPs et des embarcations améliorées les plus propices dans la zone ; des investissements dans des infrastructures physiques de base améliorant les ports de débarquement (petits quais de débarquement ; aménagement et réhabilitation des marchés locaux) ; de l'assistance dans la résolution de conflits ; etc. Finalement, cette phase inclura aussi la création de l'Agence de Pêche, qui facilitera l'identification d'opportunités de partenariat entre les producteurs et le secteur privé spécialisé qui caractérisera la deuxième et troisième phase.

La deuxième phase se déroulera principalement durant la deuxième année et, en gros, se caractérise par la consolidation du tissu organisationnel et institutionnel de la filière ainsi que par l'implication plus active du secteur privé dans la dynamisation socio-économique de la filière. Cette dynamisation sera le fruit de l'interaction des CCS et le secteur privé, à travers l'Agence de pêche, sous la tutelle de la Direction de Pêche et les Directions Départementales. La documentation et évaluation objective de la problématique socio-économique et du potentiel halieutique de la zone, acquise durant la première phase, permettra l'élaboration et exécution de projets d'investissements en infrastructures physiques de collecte, conservation, et commercialisation qui soient à la mesure du potentiel évalué pour la zone. Durant cette phase, des différentes modalités de partenariat entre les producteurs, des marchandes locales et le secteur privé seront mis au test. L'accent es mis aussi sur l'augmentation des standards de commercialisation, notamment à travers la création d'un laboratoire de certification. Cette phase se caractérisera aussi par l'implémentation des registres de bateaux et de pêcheurs et par la définition des Directives Communales pour le contrôle de l'effort de pêche ; ces directives seront le fruit d'un compromis entre le CCS et la Direction de Pêche.

La troisième phase se déroulera durant les deux dernières années. En gros, cette phase se caractérisera par l'évaluation de l'efficacité des interventions dans les zones pilotes incluant l'analyse des données de pêche sur DCP, l'analyse de l'efficacité des types d'embarcation améliorées utilisées, les analyses coût-bénéfice des différents investissements réalisés, l'analyse des modalités de partenariat entre le secteur privé et les producteurs, l'évaluation du potentiel d'augmentation (par exemple, pose de récifs artificiels) et de diversification des ressources exploités (par exemple, exploitation des oursins), l'analyse de problèmes liés à l'aménagement des ressources, etc. Ces analyses produiront des recommandations qui guideront les interventions

sur le reste du territoire national, permettront d'élaborer des produits de crédit bancaires spécifiques pour les pêcheurs, permettront de développer des nouveaux marchés (locaux et étrangers), et permettront d'identifier les mesures gouvernementales incitatives à l'investissement privé les plus appropriées. Durant cette phase, les Directives communales seront révisées et actualisées, pour mieux tenir compte de l'évolution socio-économique des pêcheurs tout en continuant à limiter l'effort de pêche.

Une proposition de chronogramme des activités principales est fournie ci-dessous. Ce chronogramme est suivi des propositions de projets qui s'intègrent dans le plan d'action au sein de quatre axes principaux d'intervention.

Proposition de chronogramme pour le plan d'action (période 2009-2013)

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

PROJET 1 – AXE DE DYNAMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FILIERE

Nom du projet

RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL DES PECHEURS ET MARCHANDES DE POISSONS DANS LA COMMUNE

Résumé du projet

Il s'agit de doter aux communautés de pêcheurs et marchandes de poisson d'une structure organisationnelle et fonctionnelle qui leur permette (1) de faciliter le dialogue et la prise de décisions entre pêcheurs (et marchandes) dans la commune pour toute activité liée à la pêche, (2) de représenter et défendre efficacement l'intérêt collectif des pêcheurs et marchandes de la commune devant les autres acteurs de la filière pêche (DPAQ, secteur privé, institutions de recherche), lors de la prise de décisions. Ce renforcement met l'accent sur :

- La participation transparente des individus dans la prise de décisions à l'intérieur des groupements de pêcheurs (à travers les associations de pêcheurs et marchandes) et entre groupements de pêcheurs dans la commune (à travers un Comité Communal de Suivi (CCS)).
- La légitimation de ces groupements à l'égard des institutions étatiques (légalisation et reconnaissance légale du Ministère des Affaires Sociales et des mairies).
- La formation et encadrement du collectif de pêcheurs et marchandes en divers matières reliées directement au renforcement organisationnel.
- La création d'une plateforme de dialogue entre l'ensemble des producteurs et les autres acteurs : Le Comité Communal de Suivi

Justification du projet

Les groupements de pêcheurs et marchandes sont mal organisés, fragmentés et incapables de défendre leurs intérêts, et de transmettre leurs préoccupations, en tant que collectif. Le comportement traditionnellement « individualiste » du pêcheur favorise l'exploitation non-durable des ressources marines, entrave l'efficacité des campagnes de vulgarisation et sensibilisation et ne permet pas un dialogue crédible entre l'ensemble des producteurs et les autres acteurs de la filière. Ceci rend difficile le développement de systèmes de crédit pour pêcheurs et la bonne marche des interventions visant le développement communautaire et rend impossible l'aménagement rationnel des ressources.

Objectif(s) du projet

Ce projet a pour objectif la création d'une plateforme communale de dialogue, le Comité Communal de Suivi, entre (1) associations de pêcheurs/marchandes et autorités locales (mairies) dans la commune, et (2) entre les associations de pêcheurs/marchandes et les autres acteurs de la filière (DPAQ, secteur privé). Cette plateforme facilitera (1) la résolution de conflits reliés à la pêche à l'intérieur de la commune, (2) une prise de décisions transparente par l'ensemble des producteurs de la commune à l'égard de toute intervention liée à la pêche, et (3) le dialogue et la défense des intérêts collectifs de la commune en matière de pêche avec les acteurs externes de la filière.

Activités du projet

- A1. Sélection et formation d'une jeune agronome finissant qui s'intégrera dans la commune et mènera à bon terme le reste des activités

- A2. Campagne locale de sensibilisation sur l'importance de l'organisation des producteurs
- A3. Ateliers sur la formation, structure et fonction des associations dans la commune
- A4. Formation des associations au sein de la commune
- A5. Légalisation et reconnaissance légale des associations
- A6. Création du Comité Communal de Suivi (CCS) qui intègre toutes les associations de pêcheurs et marchandes dans la commune et des représentants des autorités locales
- A7. Encadrement et appui au CCS
- A8. Intégration d'un des jeunes agronomes expérimentés à la DPAQ

Acteurs

- *Administration centrale*
 - Autorités locales : Mairies, délégations de ville, CASECs
 - Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
 - Direction Départementale Agricole
- *Organisations civiles*
 - Groupements des pêcheurs et marchandes
 - CCS
- *Organisations régionales*
 - Bailleurs de fonds
- *Organisations internationales*
 - Bailleurs de fond (AECID)
- *Institutions de recherche*
 - Université d'Etat d'Haïti : Faculté d'Agronomie et Médecine Vétérinaire

Résultats attendus

- Le CCS est formé et fonctionnel, facilitant le dialogue entre les producteurs au sein de la commune et entre les producteurs de la commune et les autres acteurs de la filière (DPAQ, secteur privé).
- La DPAQ est renforcée par l'incorporation d'un jeune agronome formé et expérimenté.

Bénéficiaires

- Groupements des pêcheurs et marchandes
- Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
- Secteur privé (en renforçant la capacité de dialogue avec l'ensemble des producteurs)

Chronogramme d'exécution (en mois)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
A1	X	X										
A2		X	X	X								
A3			X	X	X							
A4				X	X	X						
A5						X	X	X				
A6								X	X			
A7									X	X	X	X

A8												X
-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----------

Ressources et budget pour 4 communes « pilote »

Rubrique	Cout unitaire (\$US)	Nombre d'unités	Cout total
4 jeunes agronomes finissants	\$ 600.00 x mois x agronome	4 agronomes x 12 mois	\$ 28,800.00
Frais de déplacement, encadrement et formation dans les communes	\$ 400.00 x mois x commune	4 communes x 12 mois	\$ 19,200.00
Frais de formation des agronomes	\$ 2000.00	1 formation	\$ 2000.00
Frais de supervision des agronomes (1 Directeur de projet – DPAQ/FAMV)	\$ 900.00 x mois	12 mois	\$ 10,800.00
Imprévu (10%)			\$ 6080.00
Total			\$ 66,880.00

PROJET 2 – AXE D'AUGMENTATION DES CAPACITES D'AMENAGEMENT DES RESSOURCES

Nom du projet

CREATION D'UN REGISTRE D'EMBARCATIONS, DE PECHEURS ET DE MARCHANDES DE POISSONS DANS LA COMMUNE.

Résumé du projet

Il s'agit de mettre sur place un registre d'embarcations, pêcheurs et marchandes de la commune et de décrire les conditions socio-économiques dans lesquelles ces derniers évoluent.

Justification du projet

L'aménagement efficace des ressources marines requiert de l'information sur l'activité de pêche (capacité de la flotte, variation dans le temps) pour justifier toute tentative d'un contrôle sur l'effort de pêche. Puisque l'unité de pêche est généralement l'embarcation, il est donc indispensable de répertorier et décrire (type, taille) toutes les embarcations dans la commune ; toutes les données de pêche permettant d'informer sur l'état de la ressource (les captures) seront basées sur les embarcations comme unité de mesure. Finalement, toute mesure légale visant à contrôler l'effort de pêche, afin d'être susceptible d'être acceptée par les communautés de pêcheurs, devra être prise en tenant compte de l'environnement socio-économique de l'individu (description de ses activités de pêche, description de la taille de sa famille, information sur l'accès aux services de base, etc) et de l'éventail d'alternatives de revenu (élevage, agriculture, autres métiers, etc) dont il dispose. Dans ce sens, il est important de répertorier et caractériser les pêcheurs et marchandes de la commune ; ceci permettra d'identifier des interventions parallèles (pas nécessairement reliées à la pêche) qui facilitent l'acceptation par la commune des mesures légales de contrôle de pêche. Puisque les pêcheurs et marchandes manifestent souvent le souhait d'avoir des badges d'identification qui légitiment leur statut; ce souhait devrait faciliter énormément le ramassage de données. Ces badges pourraient être fournis par la DPAQ en échange de l'information sur les pêcheurs et marchandes (pratiques de pêche et vente, respectivement) ainsi que sur leur environnement socio-économique. Eventuellement, ces badges pourraient ultérieurement devenir des licences de pêche.

Objectif(s) du projet

Ce projet a pour objectif de mettre les bases pour (1) permettre un suivi efficace et un meilleur contrôle de l'activité de pêche et pour (2) permettre d'identifier des mesures d'aménagement des ressources qui tiennent compte des conditions socio-économiques des producteurs. Ces objectifs impliquent:

- Mettre sur place un inventaire détaillé des embarcations dans la commune et fournir des plaques de registre pour les embarcations.
- Identifier les pêcheurs de la commune et fournir des badges d'identification.
- Identifier les marchandes de poisson de la commune et fournir des badges d'identification.
- Fournir une description des pratiques de pêche et vente de poisson dans la commune.
- Fournir une description de l'environnement socio-économique des pêcheurs et marchandes dans la commune.

- Former des cadres de la DPAQ pour pouvoir gérer et utiliser ces informations lors de la prise de décisions

Activités du projet

- A1. Elaboration d'une base de données et des questionnaires pour embarcations, pour pratiques de pêche et vente et pour l'environnement socio-économique des producteurs.
- A2. Sélection et formation d'une jeune agronome finissant qui s'intégrera dans la commune et mènera à bon terme les enquêtes dans la commune ;
- A3. Campagne locale de sensibilisation sur l'importance du système de registre et d'information sur le projet
- A4. Collecte de données sur embarcations, pêcheurs et marchandes en échange des badges et plaques, coordonnée à travers le CCS
- A5. Saisie des données, analyse des données et diffusion des résultats dans la commune par le jeune agronome
- A6. Intégration d'un des jeunes agronomes expérimentés à la DPAQ

Acteurs

- *Administration centrale*
 - o Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
 - o Direction Départementale Agricole
- *Organisations civiles*
 - o Comité Communal de Suivi
 - o Associations de pêcheurs et marchandes
- *Organisations régionales*
 - o CRFM - Caricom
- *Organisations internationales*
 - o FAO, Bailleurs de fond (AECID)
- *Institutions de recherche*
 - o Université d'Etat d'Haïti : Faculté d'Agronomie et Médecine Vétérinaire
 - o IFREMER

Résultats attendus

- L'inventaire des embarcations, pêcheurs et marchandes est complété, renforçant la capacité de suivi et contrôle de la pêche de la DPAQ et permettant l'identification des mesures qui tiennent compte des besoins des producteurs.
- La capacité de suivi de la DPAQ est aussi améliorée par l'incorporation d'un jeune agronome formé et expérimenté.
- Les liens entre les producteurs (à travers le CCS) et la DPAQ sont renforcés.

Bénéficiaires

- Associations des pêcheurs et marchandes
- Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
- Secteur privé (en fournissant des informations sur les besoins et les activités des producteurs qui permettent d'identifier des opportunités d'investissement).

Chronogramme d'exécution (en mois)

	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A1	X	X	X									
A2		X	X	X								

A3				X	X	X						
A4						X	X	X	X	X		
A5								X	X	X	X	X
A6												X

Ressources et budget pour 4 communes « pilote »

Rubrique	Coût unitaire (\$US)	Nombre d'unités	Coût total
4 jeunes agronomes finissants	\$ 600.00 x mois x agronome	4 agronomes x 12 mois	\$ 28,800.00
Frais de déplacement des agronomes lors des enquêtes	\$ 200.00 x mois x commune	4 communes x 12 mois	\$ 9,600.00
Frais de formation des agronomes et du cadre du DPAQ en Access et en statistique descriptive	\$ 4,000.00	1 formation	\$ 4,000.00
Elaboration d'une base de données en Access	\$ 2,000.00	1 base de données	\$ 2,000.00
Acquisition de matériel informatique	\$ 1,200.00	5 portables	\$ 6,000.00
Acquisition de cameras digitales	\$ 250.00	4 cameras	\$ 1,000.00
Frais de supervision des agronomes (1 Directeur de projet – DPAQ/FAMV)	\$ 900.00 x mois	12 mois	\$ 10,800.00
Elaboration des badges	\$ 15,000.00	4,000 badges	\$ 15,000.00
Peinture pour plaques	\$ 3,000.00		\$ 3,000.00
Matériel de bureau	\$ 1,000.00		\$ 1,000.00
Imprévus (10%)			\$ 8,020.00
Total			\$ 88,220.00

PROJET 3 – AXE D'AUGMENTATION DES CAPACITES D'AMENAGEMENT DES RESSOURCES

Nom du projet

CREATION D'UN SYSTEME DE SUIVI DE L'ACTIVITE DE PECHE

Résumé du projet

Il s'agit de mettre sur place un système de ramassage périodique de données sur (1) les captures, l'effort de pêche et les prix, et sur (2) les paramètres biologiques. Le ramassage des données se fera par échantillonnage dans le principal port de débarquement de la commune. Le ramassage de données sur les captures, l'effort de pêche et les prix se fera chaque 3-4 jours par des pêcheurs-enquêteurs désignés par la communauté (à travers le CCS) et formés et embauchés par le DPAQ-MARNDR. Le ramassage de données sur les paramètres biologiques se fera chaque trois mois par un jeune agronome finissant formé et embauché par la DPAQ-MARNDR.

Justification du projet

L'aménagement efficace des ressources marines requiert de l'information sur l'état de ces ressources. Connaître l'état des ressources requiert le ramassage périodique des données sur ces ressources. Des données sur les captures de pêche (tendance de débarquements, changements d'abondance dans les espèces capturées, variabilité spatiale et temporelle dans les prises, variabilité dans les tailles de prises, niveau de maturité des prises, sexe des prises) et sur l'effort de pêche (augmentation ou réduction de l'effort, changement des outils ou techniques de pêche, changements dans les zones de pêche) fournissent des informations importantes sur l'évolution des ressources. Ces informations sont indispensables pour guider la prise de décisions concernant l'aménagement des ressources.

Objectif(s) du projet

Ce projet a pour objectif de continuer à poser les bases pour (1) permettre un suivi efficace et un meilleur contrôle de l'activité de pêche et pour (2) permettre d'identifier des mesures de gestion qui tiennent compte des données biologiques sur l'état de la ressource.

Activités du projet

- A1. Elaboration d'une base de données et de questionnaires pour le suivi des captures.
- A2. Elaboration d'une base de données pour les paramètres biologiques
- A3. Sélection (avec le CCS) et formation du pêcheurs-enquêteur qui mènera à bon terme les enquêtes hebdomadaires sur les captures dans la commune
- A4. Sélection et formation d'une jeune agronome finissant qui s'intégrera dans la commune et mènera à bon terme le ramassage trimestriel des données biologiques dans la commune et la saisie des données sur les captures et la supervision des pêcheurs-enquêteurs.
- A5. Campagne locale de sensibilisation sur l'importance de la collecte de données pour l'aménagement de la ressource.
- A6. Collecte de données par les pêcheurs-enquêteurs et par les agronomes
- A7. Saisie des données, analyse des données et diffusion des résultats dans la commune par le jeune agronome
- A8. Intégration d'un des jeunes agronomes expérimentés à la DPAQ

Acteurs

- *Administration centrale*
 - Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
 - Direction Départementale Agricole
- *Organisations civiles*
 - Comité Communal de Suivi
 - Associations de pêcheurs et marchandes
- *Organisations régionales*
 - CRFM - Caricom
- *Organisations internationales*
 - FAO, Bailleurs de fond (AECID)
- *Institutions de recherche*
 - Université d'Etat d'Haïti : Faculté d'Agronomie et Médecine Vétérinaire
 - IFREMER

Résultats attendus

- Un système de ramassage systématique de données sur les captures et sur les paramètres biologiques de la ressource est fonctionnel.
- La capacité de suivi de la DPAQ est améliorée par l'incorporation du jeune agronome formé et expérimenté.

Bénéficiaires

- Associations des pêcheurs et marchandes
- Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
- Secteur privé

Chronogramme d'exécution (en mois)

	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A1	X	X	X									
A2	X	X	X									
A3			X	X								
A4	X	X	X	X								
A5			X	X	X	X						
A6				X	X	X	X	X	X	X	X	X
A7				X	X	X	X	X	X	X	X	X
A8												X

Ressources et budget pour 4 communes « pilote »

Rubrique	Coût unitaire (\$US)	Nombre d'unités	Coût total
4 jeunes agronomes finissants	\$ 600.00 x mois x agronome	4 agronomes x 12 mois	\$ 28,800.00
Frais de déplacement des agronomes lors des enquêtes	\$ 200.00 x mois x commune	4 communes x 12 mois	\$ 9,600.00
4 pêcheurs-enquêteurs	\$ 200.00 x mois x commune	4 enquêteurs x 12 mois	\$ 9,600.00
Frais de formation des agronomes et enquêteurs	\$ 4,000.00	2 formations	\$ 4,000.00
Elaboration des bases de	\$ 3,000.00	2 bases de	\$

données en Access		données	3,000.00
Acquisition de matériel informatique	\$ 1,200.00	4 portables	\$ 4,800.00
Acquisition de cameras digitales	\$ 250.00	4 cameras	\$ 1,000.00
Frais de supervision des agronomes (1 Directeur de projet – DPAQ/FAMV)	\$ 900.00 x mois	12 mois	\$ 10,800.00
Matériel pour l'échantillonnage biologique	\$ 2,000.00		\$ 3,000.00
Matériel de bureau	\$ 1,000.00		\$ 1,000.00
Imprévus (10%)			\$ 75,600.00
Total			\$ 83,160.00

PROJET 4 – AXE DE RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL

Nom du projet

ACTUALISATION DE LA LOI DE PECHE MARITIME

Résumé du projet

Il s'agit d'actualiser la Loi de la Pêche de 1978 pour l'adapter au contexte et aux besoins actuels. Outre son actualisation eu égard aux récents développements internationaux en matière d'aménagement des pêches et de valorisation des produits de la pêche, la révision de la législation devra permettre d'introduire de nouveaux principes comme l'interdiction systématique de l'emploi de techniques de pêches destructrices pour l'environnement (compresseurs, dynamite, poisons), le développement et légitimation de le « responsabilité communale » en matière d'aménagement, la prise en compte de la qualité des produits, en vue de favoriser le développement de pêche artisanale améliorée.

En ce qui concerne le cadre institutionnel, la nouvelle loi devra définir clairement les obligations et responsabilités de la Direction de Pêche et Aquaculture, de l'Agence de pêche, des Directions Départementales Agricoles, des autorités communales (mairies, casecs) et du Ministère de l'Environnement. Cette loi devra mettre l'accent sur le besoin de décentraliser en augmentant l'autonomie juridique et légale en matière d'aménagement et de suivi des Directions Départementales Agricoles et des institutions étatiques dans la commune qui sont concernées par la pêche (Mairies à travers les Comités Communaux de Suivi appelés CCS). Dans ce sens, l'extension de limites administratives communales à la plateforme continentale et aux eaux de grand fond pourrait faciliter énormément la tâche de suivi de l'activité de pêche et l'aménagement des ressources à travers la participation de l'ensemble des producteurs de la commune et à travers le CCS. Lors de l'actualisation de la loi, et afin de garantir un suivi et une gestion plus efficace de la ressource, des provisions légales qui autorisent l'existence de limites marines communales devraient être envisagées et confrontées à des options alternatives. En ce qui concerne les mesures techniques reliées à la pêche, et afin de garantir son acceptation et respect par les producteurs locaux, la loi devra être suffisamment flexible pour pouvoir s'adapter aux différentes conditions socio-économiques des communes de producteurs. Dans ce sens, et dans un premier temps, ces mesures techniques ou « directives communales » pourraient être le fruit d'un compromis entre les intérêts et inquiétudes des producteurs de la commune, exprimés à travers le CCS, et les directives basées exclusivement sur la biologie et les niveaux d'exploitation de la ressource, exprimées par la DPAQ. Ces « directives communales » pourront évoluer ultérieurement après révision sous la tutelle de la DPAQ.

Dans le cadre de la révision/actualisation de la législation sur les pêches, il conviendrait de se référer aux documents produits en 1986 avec l'aide de la FAO dans l'élaboration d'une législation et d'une réglementation pour le secteur des pêches. Les objectifs et la stratégie de la politique des pêches doivent être pris en compte afin que la législation des pêches devienne un instrument de politique sectorielle adapté et pertinent.

En outre, il conviendrait de prendre également en compte les récents développements internationaux, comme la Conférence des Nations unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poisson grands migrateurs ou le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable. En effet, toute nouvelle législation en matière de pêche doit refléter non seulement les nouvelles orientations en matière politique et institutionnelle, mais elle doit également prendre en compte les nouveaux instruments relatifs à la gestion des ressources halieutiques issus du droit international et qui demandent aux Etats d'adopter de nouveaux comportements.

Lorsque la législation aura été revue et publiée, il sera important de prévoir sa traduction en créole et d'organiser un programme de large diffusion et de sensibilisation sur ses nouvelles dispositions dans les zones de pêche. Les différents acteurs doivent jouer leur partition en vue de faciliter l'application du cadre légal. La campagne de diffusion et de sensibilisation devrait faciliter l'application du cadre légal.

Justification du projet

La législation des pêches en vigueur n'est plus du tout adaptée au contexte halieutique, social et institutionnel du pays. D'ailleurs, cette législation est méconnue par la majorité des acteurs du secteur et n'est pas actuellement appliquée. Il est devenu indispensable de la réviser afin de la transformer en instrument efficace et cohérent de la nouvelle politique sectorielle et de faciliter son application par les différents acteurs de la filière, notamment les pêcheurs.

Objectif(s) du projet

Actualiser la Loi de Pêche de 1978 afin de (1) favoriser le développement de la pêche artisanale améliorée, de (2) déléguer une plus grande responsabilité juridique aux institutions décentralisées (mairies, Direction Départementale Agricole ou DDA, CCS), et de (3) permettre une adaptation réelle aux divers contextes socio-économiques des communes de pêcheurs tout en reconnaissant le besoin d'aménagement de la ressource.

Activités du projet

- A1. Sélection d'un jeune étudiant finissant en Droit qui suivra le dossier et participera dans toutes les autres activités
- A2. Formation d'une commission de révision de la Loi avec la participation d'un expert en aménagement des ressources marines et du jeune étudiant en Droit.
- A3. Campagne communale de sensibilisation sur l'importance de la nouvelle Loi
- A4. Ateliers d'échange entre la commission de révision de la Loi, les CCS, les DDAs, les Casecs, et la DPAQ : discussions sur le rôle des différents acteurs et des « directives communales ».
- A5. Elaboration de la nouvelle Loi.
- A6. Présentation de la Loi au Ministre (qui la transmettra au parlement pour sa ratification)
- A7. Intégration du jeune étudiant formé et expérimenté à la DPAQ

Acteurs

- *Administration centrale*
 - o Autorités locales : Mairies, délégations de ville, CASECs
 - o Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR
 - o Directions Départementales Agricoles
 - o DPAQ
- *Organisations civiles*
 - o CCS
- *Organisations régionales*
 - o CRFM-Caricom
- *Organisations internationales*
 - o Bailleurs de fonds (AECID), Union Européenne, Banque Inter-Américaine de Développement (BID)
- *Institutions de recherche*
 - o Université d'Etat d'Haïti : Faculté d'Agronomie et Médecine Vétérinaire

Résultats attendus

- Le projet de Loi, après un processus de validation par toutes les parties impliquées garantissant des mesures dont l'ensemble contribuera efficacement à l'aménagement rationnel de la ressource, est finalisé et présenté au Ministre pour être transmis au parlement pour ratification.
- La DPAQ est renforcée par l'incorporation du jeune avocat formé et expérimenté en législation de pêches.
- Les liens entre la DPAQ et les autres acteurs de la filière sont renforcés grâce à l'approche participative.

Bénéficiaires

- DDA et autres institutions étatiques décentralisées
- Groupements des pêcheurs et marchandes
- Direction de Pêche et Aquaculture du MARNDR

Chronogramme d'exécution (en mois)

	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A1	X													
A2		X	X	X	X									
A3			X	X	X	X								
A4						X	X	X	X					
A5									X	X	X	X		
A6													X	X
A7														X

Ressources et budget pour 4 communes « pilote »

Rubrique	Coût unitaire (\$US)	Nombre d'unités	Coût total
1 jeune étudiant de Droit finissant	\$ 600.00 x mois	14 mois	\$ 8,400.00
Frais de déplacement dans les communes du jeune étudiant	\$ 200.00 x mois x commune	4 communes x 8 mois	\$ 6,400.00
Frais de l'expert en aménagement	\$16,000.00 x mois	1 mois	\$ 16,000.00
Honoraires des membres de la commission	\$ 10,000.00 x mois	4 mois	\$ 40,000.00
Frais de supervision du dossier (1 Directeur de projet – DPAQ)	\$ 900.00 x mois	14 mois	\$ 12,600.00
Frais des ateliers (transport, hébergement et nourriture inclus)	\$5,000.00 x atelier	2 ateliers	\$ 10,000.00
Frais de la campagne de sensibilisation	\$ 2,000.00 x mois	4 mois	\$ 8,000.00
Imprévus (10%)			\$ 10,140.00
Total			\$ 111,540.00

PROJET 5 – AXE DE RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL

Nom du projet :

Renforcement institutionnel de la Direction des Pêches et Aquaculture (DPAQ)

Résumé du projet

Le présent projet a pour objectif de contribuer au développement économique d'Haïti par le renforcement de la DPAQ. Il vise particulièrement le renforcement des capacités institutionnelles et humaines dans le but d'améliorer et d'augmenter les services offerts par cette Direction et de la rendre plus opérationnelle, plus efficace et plus rationnelles.

Cet objectif sera atteint à travers la rationalisation et le renforcement du dispositif institutionnel. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de programmes nationaux visant le développement de la pêche artisanale en Haïti.

I- Justification

La Direction des Pêches et d'Aquaculture (DPAQ) est l'entité du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), responsable du développement et de l'application de la politique du MARNDR en matière de pêche. Pourtant, la (DPAQ) n'est ni représentée dans les structures déconcentrées du Ministère des départements baignés par la mer, ni dotée de ressources humaines, matérielles et financières adéquates. Des dispositions doivent être envisagées pour renforcer la capacité d'intervention de la Direction des pêches en lui dotant de moyens matériels et humains pour pouvoir intervenir avec efficacité dans le développement de la pêche en Haïti.

II- Objectifs du Projet

L'objectif général de ce projet est de renforcer les capacités de la Direction des Pêches et Aquaculture (DPAQ) en lui dotant de ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour qu'elle puisse accomplir sa mission avec efficacité.

Objectifs spécifiques

- Restructuration et renforcement des capacités institutionnelles de la Direction des Pêches et Aquaculture (DPAQ)
- Renforcement de la capacité d'intervention de la Direction des pêches

III- Activités

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet les activités suivantes seront réalisées :

A1- Evaluer les capacités institutionnelles existantes:

Une évaluation des capacités institutionnelles actuelles de la DPAQ est préalable avant de renforcer la DPAQ. A travers cette évaluation il faudra faire un inventaire des ressources disponibles à la DPAQ, puis évaluer les ressources dont elle aurait besoin pour être fonctionnelle et efficace. Un budget sera élaboré tenant compte des moyens humains et financiers nécessaires pour permettre la DPAQ de fonctionner normalement et mettre en œuvre les programmes nationaux en matière de pêche.

A2- Renforcer la DPAQ

Un renforcement substantiel de la Direction des pêches en ressources humaines, financières et matérielles se fera en tenant compte des carences observées en ressources nécessaires. Ce renforcement devra permettre la Direction des pêches de conduire de la recherche sur la pêche en Haïti, d'appliquer la réglementation relative à la pêche, et assurer une gestion efficace des ressources. Le renforcement de la DPAQ doit s'accompagner d'un programmes de formations à l'intention des cadres et moniteurs actuels et d'embaucher d'autres employés, si ce besoin est signalé après l'évaluation des ressources existantes. La redéfinition des termes de référence de chaque employé de la DPAQ pourrait être envisagée pour permettre à cette institution de répondre aux besoins prioritaires. Un vaste programme de mobilisation et de sensibilisation de la population en général et des pêcheurs en particulier.

A3- Renforcer les échanges avec des institutions et experts locaux et régionaux en matière de pêche.

Ces échanges faciliteront le partage d'informations et de resserrer les liens de collaborations avec les différentes institutions qui font des recherches sur l'état des ressources dans la région. Faute de moyens Haïti n'est pas en mesure de se faire représenter lors de la tenue de certaines rencontres internationale liées au développement de la pêche. Le développement de la pêche maritime en Haïti doit s'accompagner d'une meilleure intégration d'Haïti, en matière de pêche, au sein de la communauté internationale. Dans ce sens, des efforts doivent être consentis en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour que Haïti soit représentée aux rencontres internationales.

IV- Acteurs

- 1- DPAQ
- 2- Autres opérateurs : secteur privé, associations de pêcheurs, ONG

V- Résultats attendus

- 1- DPAQ renforcé et fonctionnel
- 2- Les Comités Communaux de Suivi sont formés et fonctionnel
- 3- Une meilleure planification, coordination et exécution des activités visant le développement de la pêche artisanale en Haïti.

VI- Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet incluent :

- 1- La Direction des Pêches et Aquaculture (DPAQ)
- 2- Les Associations et les communautés de pêcheurs situés dans les zones de pêches sur le littoral
- 3- Autres opérateurs : secteur privé, ONG

VII- Chronogramme

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
A1	X	X										
A2			X	X								
A3				X	X	X	X	X	X	X	X	X

VIII- Budget

Rubrique	Coût en USD
----------	-------------

Redéfinition termes de référence du personnel	15,000.00
Equipement	90,000.00
Atelier de formation	35,000.00
Renforcement des échanges avec des institutions et experts locaux et régionaux en matière de pêche	40,000.00
Total	180.000.00

PROJET 6 – AXES D'AMÉLIORATION DE COMMERCIALISATION DU PRODUIT ET DE DYNAMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FILIERE

NOM DU PROJET :

POSE DE DCP ET INSTALLATION D'INFRASTRUCTURES DE TRAITEMENT.

JUSTIFICATION DU PROJET :

L'installation de DCP sur le site choisi permettra une augmentation des prises potentielles par les pêcheurs

Les pêcheurs artisanaux se seront préalablement approvisionnés en intrants, matériels et équipements requis pour la pêche en haute mer dans un magasin installé au port de pêche désigné.

Chaque embarcation sera équipée de glacière pour recevoir et conditionner les prises dès leur capture. Revenu au quai, les produits seront traités dans la base régionale (tri final, emballage, surgélation ou conservation sur glace) puis expédiés à Port-au-Prince ou tout autre marché potentiel.

De là les différents marchés seront approvisionnés, conformément à l'organisation en place : exportation par avion des produits haut gamme (crustacés, thon frais, filet de marlin et d'espadon congelés), approvisionnement des différentes catégories de marché de l'aire métropolitaine (Haut de gamme, intermédiaire, populaire via les marchandes du secteur informel).

La valeur principale apportée par le projet est ainsi double :

- a) Permettre aux pêcheurs artisanaux d'exploiter le talus et la haute mer plutôt que le seul plateau continental,
- b) Ouvrir le marché du poisson frais exporté grâce à une organisation et des équipements permettant une mise en glace des poissons dès leur prise par les artisans pêcheurs, ceci au bénéfice à la fois de l'opérateur privé et des petits pêcheurs de l'association.

Objectifs.

Mettre en place les infrastructures nécessaires et un réseau de DCP en vue de lancer une campagne de pêche dont les retombées seront bénéfiques en particulier pour les petits et moyens pêcheurs des associations qui seront mises en place.

Plus spécifiquement ce projet permettra aux pêcheurs de l'association :

- D'exploiter le talus et la haute mer en lieu et en place du plateau continental fortement surexploité
- De disposer d'un débouché nouveau pour leurs prises.
Les produits tels Thon à queue jaune, espadon, dorade frais sont très prisés sur le marché international,
- De mettre en place sur le plateau continental un réseau de récif artificiel qui aidera à la régénération de cet écosystème trop longtemps sur exploité.

Activités prévues.

COURT-TERME : Le projet est structuré en six (6) activités:

- Activité 1 : Acquisition du matériel pour le montage des DCP et des intrants de pêche,
- Activité 2 : Mise en place d'un module de formation continue,
- Activité 3 : Installation de dispositifs de concentration de poisson (DCP) au large,
- Activité 4 : Mise à la disposition des petits pêcheurs le matériel et intrant nécessaires pour la pêche en haute mer,
- Activité 5 : Mise en place sur le plateau continental d'un réseau de récif artificiel en vue de la régénération des mangroves et la protection de certaines espèces telles la langouste,
- Activité 6 : Mise en place au port de débarquement des structures nécessaires telles : chaîne de froid, machine à glace de façon à permettre le transit des produits vers les marchés locaux et internationaux en partenariat avec le secteur privé.

LONG-TERME : Le projet vise :

- Activité 1 : Renforcement des activités entreprises pendant les deux premières années et l'extension du réseau de DCP à 100 unités ;
 - Activité 2 : Construction de 3 marchés de poissons d'envergure et 20 marchés secondaires ;
 - Activité 3 : Construction de 20 installations frigorifiques dans 20 importantes débarcadères ;
 - Activité 4 : Mise en place d'un laboratoire de certification ;
 - Activité 5 : Mise en place de l'Agence Nationale des Pêches.
- ❖ La mise en place des DCP (Dispositif de concentration de poisson) permettra d'augmenter la productivité du travail des pêcheurs et de réduire le temps d'errance en mer.
 - ❖ Un programme de formation sera mis sur pied de façon à intégrer les cadres locaux et à transférer la technologie de façon à assurer une prise en charge progressive des opérations par ces derniers,
 - ❖ L'opérateur privé mettra en place des infrastructures au port de débarquement de façon à assurer le transit des produits débarqués vers les marchés locaux, régionaux et l'exportation,
 - ❖ Une assistance technique spécialisée sera mobilisée, d'une part pour former des cadres locaux à la préparation du poisson fumé, salé/séché et frais sur glace pour les marchés asiatiques de la côte Est des USA et d'autre part pour renforcer les capacités institutionnelles des associations de pêcheurs.

Résultats attendus.

Le résultat attendu du projet est une augmentation des revenus de l'ensemble des acteurs de la filière concernés par le projet, notamment celui des petits pêcheurs à travers une augmentation des volumes pêchés tant pour le marché local que pour l'exportation et une augmentation des prix moyens perçus par le pêcheur.

Cette augmentation des revenus des pêcheurs résultera de l'effet combiné de l'augmentation du temps de pêche (les embarcations sont motorisées), l'augmentation de la ressource du fait d'un éloignement du plateau continental surexploité et d'une amélioration des techniques de pêche.

Des données statistiques et technico-économiques seront recueillies et publiées de façon à guider les investisseurs potentiels du secteur de la pêche.

Impact Du Projet.

- **Impact socio-économique :** Le revenu des petits pêcheurs bénéficiaires devrait être multiplié par trois (3) grâce au projet (Augmentation des prises et des prix payés). L'association des pêcheurs sera renforcée par le projet (Accompagnement par le privé pour la gestion des DCP, assistance technique du projet, diversification des services offerts).

L'association pourra se structurer et s'afficher à terme comme une organisation professionnelle représentative à l'échelle nationale

- **Impact environnemental :** Rendre possible l'exploitation par les artisans pêcheurs du talus du plateau continental et de la haute mer se traduira par une forte réduction de la pression sur les écosystèmes côtiers (Mangrove, récifs coralliens, environnement) et sur le plateau largement surexploités, aujourd'hui ceci permettra une reconstitution progressive des stocks d'espèces aujourd'hui menacées comme entre autre le lambi, la langouste.

Inversement la mise en service de DCP au large et le maintien des techniques de pêche artisanales permettent de s'assurer d'une exploitation rationnelle puisque les engins utilisés tels ligne et hameçon sont très sélectifs et ces pratiques ne peuvent constituer en aucune façon une menace pour l'équilibre de l'écosystème marin de la région.

CALENDRIER D'EXECUTION COURT-TERME

MOIS ACTIVITES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Activité 1	x	x	x					x	x	x					x	x	x							
Activité 2				x	x	x	x				x	x	x	x				x	x	x	x			
Activité 3				x	x						x	x						x	x					
Activité 4				x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Activité 5						x	x						x	x						x	x			
Activité 6													x	x	x	x								

CALENDRIER D'EXECUTION LONG-TERME

MOIS ACTIVITES	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	60
Activité 1	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Activité 2	x	x	x	x	x	x			x	x	x			x	x	x			x	x	x			x
Activité 3			x	x	x		x	x		x	x		x	x		x	x		x	x		x	x	
Activité 4								x	x	x	x	x	x											
Activité 5														x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

BUDGET COURT-TERME

RUBRIQUE	NOMBRE D'UNITE	COUT UNITAIRE (gdes)	COUT TOTAL
Matériels DCP	60	100,000.00	6,000,000.00
Intrants de Pêche	4 magasins	800,000.00	3, 200,000.00
Bateaux	20	160,000.00	3, 200,000.00
Moteur Hors bord 15 HP	20	100,000.00	2, 000,000.00
Directeur de projet	24 mois	100,000.00 /mois	2, 400,000.00
Frais de formation	3	Forfaitaire 200,000.00/formation	600,000.00
Frais de déplacement	24 mois	16,000.00/mois	384,000.00
Frais de supervision	4 mois	100,000.00/mois	400,000.00
Sous Total			18, 184,000.00
Imprévus	10%		1, 818,400.00
Grand Total			20, 002,400.00

BUDGET LONG-TERME

RUBRIQUE	NOMBRE D'UNITE	COUT UNITAIRE (gdes)	COUT TOTAL
Matériels DCP	100	100,000.00	10,000,000.00
Intrants de Pêche	20 magasins	800,000.00	16, 000,000.00
Bateaux	100	160,000.00	16, 000,000.00
Moteur Hors bord 15 HP	100	100,000.00	10, 000,000.00
Construction marché	3	8, 000,000.00	24, 000,000.00
Construction marché secondaire	20	2, 000,000.00	40, 000,000.00
Construction d'installation frigo	20	4, 000,000.00	80, 000,000.00
Mise en place labo certification	Aménagement Labo Tamarinier	4, 000,000.00	4, 000,000.00
Consultant /Labo certification	3 mois	800,000.00/mois	2,400,000.00
Consultant / Agence ntle peche	1 mois	800,000.00/mois	800,000.00
Directeur de projet	36 mois	100,000.00 /mois	3, 600,000.00
Frais de formation	8	Forfaitaire 200,000.00/formation	1, 600,000.00
Frais de déplacement	36 mois	16,000.00/mois	576,000.00
Frais de supervision	8 mois	100,000.00/mois	800,000.00
Sous Total			209, 056,000.00
Imprévus	10%		20, 905,600.00
Grand Total			229, 961,600.00

PROJET 7 : AXES D'AMELIORATION DE COMMERCIALISATION DU PRODUIT ET DE DYNAMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FILIERE

NOM DU PROJET :

Développement d'une filière de commercialisation des produits de la mer issus de la région d'Anse d'Hainaut (République d'Haïti)

PORTEUR DU PROJET

Nom de l'entreprise : OPERATEUR PRIVE.

Nom du partenaire : AMPAH (Association des marins Pêcheurs d'Anse d'Hainaut).

Adresse : HAITI

Téléphone : (509)

Fax : (509)

Courrier électronique :

Personne de contact :

CONTENU DU PROJET

Marchés visé : ■ Approvisionnement de l'aire métropolitaine en poisson pélagique (poissons de haute mer)

■ Exportation vers les Etats-Unis de poisson haut de gamme (thon sushi grade, dorade fraîche, espadon etc.), de langoustes fraîches et d'autres fruits de mer (crabes, poulpes).

Investissements requis : ■ Installation de 6 dispositifs de concentration de poissons

■ Acquisition et équipement (chaîne du froid, conditionnement poissons, hébergement pêcheurs) d'un bateau mère entre 80 et 120 pieds.

■ Installation d'une chaîne du froid à Anse d'Hainaut

Objectifs : ■ Commercialiser en frais près de 300 TM de poisson et 15 TM de fruits de mer par an

■ Exporter au moins 60% de ces volumes

FINANCEMENT SOLLICITÉ

Montant du prêt : 600 000 US \$

Durée du prêt : 5 ans

Rentabilité prévisionnelle : IRR à 35%

CONTEXTE

- ❑ Les bénéficiaires directs du projet sont près de 300 familles de petits et moyens pêcheurs et de marchandes de la région d’Anse d’Hainaut, au sud-ouest d’Haïti membres ou non de l’Association des Marins Pêcheurs d’Anse d’Hainaut (AMPAH).
- ❑ La plupart de ces ménages font partie des catégories socio-économiques les plus démunies du pays. Ils disposent d’embarcations en bois, à voile ou avec des moteurs vétustes, de nasses artisanales et de lignes avec hameçons qu’ils immergent dans les récifs proches de la côte. Les prises sont constituées, selon le type de pêche :
 - de produits destinés principalement à l’exportation (langoustes, crevettes, lambi), une part minime de ces produits se retrouvant dans les restaurants haut de gamme des grandes villes du pays, ainsi que dans certains supermarchés du secteur formel
 - des poissons considérés comme de première catégorie, notamment les poissons de roche colorés du type sarde, destinés aux marchés des grands centres urbains (secteurs formel et informel)
 - des poissons de deuxième choix ou des poissons nobles de petite taille destinés aux marchés de proximité (en frais, séché ou salé) ou expédiés sur les marchés urbains après salage-séchage pour la consommation en milieu populaire ; ils sont commercialisés par les marchandes du secteur informel (saras).
- ❑ Disposant de peu de moyens, les pêcheurs artisanaux de Anse d’Hainaut ne peuvent se rendre que difficilement en haute mer ; ils sont contraints de surexploiter les écosystèmes côtiers déjà fragilisés par les apports alluviaux intenses¹ liés à l’érosion des bassins versants côtiers dénudés sous l’effet des pluies tropicales. Les prises sont de plus en plus petites en taille et réduites en volume.
- ❑ Ces dernières années ont cependant vu l’émergence et la consolidation de l’Association des Marins Pêcheurs de l’Anse d’Hainaut (AMPAH), qui s’affiche aujourd’hui comme un partenaire incontournable pour toute initiative visant à l’amélioration de la filière, tant pour le secteur privé que pour le secteur public. Elle rassemble environ 300 familles de pêcheurs, est légalement reconnue par l’État, dispose d’un conseil d’administration fonctionnel et gère plusieurs activités au bénéfice de ses membres.
- ❑ En particulier, l’AMPAH gère des dispositifs visant à augmenter la productivité de la pêche en haute mer, dispositifs appelés DCP – Dispositif de Concentration de Poissons². Les pêcheurs membres de l’AMPAH qui pêchent sur le récif artificiel s’acquittent d’une taxe de 5% de la valeur des prises ; cette taxe est triple lorsque le pêcheur n’est pas membre de l’association. Les rentrées monétaires générées sont notamment utilisées pour le

¹ / Ces apports augmentent la turbidité de l’eau, diminuent la quantité d’énergie solaire disponible et réduisent la productivité de la chaîne écologique des récifs coralliens dont dépendent la plupart des poissons exploités aujourd’hui.

² / Les DCP – ou FAD pour Fish Attracting Device en anglais – sont des obstacles artificiels immergés en pleine mer autour desquels tendent à se fixer temporairement les grands prédateurs pélagiques migrateurs ; ils deviennent de ce fait des lieux de pêche privilégiés.

renouvellement du DCP.

- ❑ Mais les pêcheurs restent aujourd'hui soumis à d'autres contraintes qui les empêchent d'exploiter au mieux cette ressource lointaine, beaucoup plus abondante, et limitent la productivité du secteur :
 - le faible rayon d'action des embarcations (à voile) qui disposent de peu de temps de pêche du fait de la longueur des temps de déplacement dès l'instant où l'on cherche à s'éloigner de la côte : on estime qu'en moyenne, un petit pêcheur dispose d'environ 4 heures de pêche effective par jour de sortie ;
 - la vétusté et le manque d'équipements de sécurité de ces embarcations, qui limitent le nombre de jours de sorties potentiels dans l'année (par beau temps seulement) ; on estime qu'en moyenne, un petit pêcheur dispose de 3 jours de pêche effective par semaine pendant environ sept mois ;
 - le manque de maîtrise de la chaîne du froid et le manque d'infrastructures pour la conservation des prises, notamment celles potentiellement exportables, qui réduisent l'intérêt économiques de pêches plus volumineuses ; le marché local est ainsi très rapidement saturé, bien qu'Haïti importe près de 16 000 TM de produits de la mer par an, pour une valeur de l'ordre de 8 M US \$: poissons congelés (10 000 TM), hareng-sel (5 000 TM) et diverses conserves (1 000 TM).
- ❑ L'étude de la filière pêche réalisée en 2007 pour le compte du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural³ a clairement montré qu'une réponse possible à ces multiples contraintes était l'établissement d'une alliance entre l'association de pêcheurs et une compagnie de commercialisation des produits de la mer pour la mise en place d'un bateau-mère capable d'héberger des pêcheurs artisanaux et de conditionner leurs prises avant que leur qualité ne se détériore. Tel est l'objet du présent projet, présenté par un OPERATEUR PRIVE en partenariat avec l'Association des Marins Pêcheurs d'Anse d'Hainaut (AMPAH).

Le porteur du projet : operateur prive

- ❑ L'OPERATEUR PRIVE devra avoir en son sein un personnel qualifié et expérimenté avec expérience dans l'exportation et la commercialisation de produit de la mer tant sur le marché local qu'à l'exportation.
- ❑ L'OPERATEUR PRIVE devra disposer d'installations frigorifiques à Port-au-Prince avec accès à des facilités portuaires pour la réception de produits locaux issus de la province. Elle devra en outre avoir des contacts avec des compagnies de distribution installées aux USA et au Canada.
- ❑ Sur le marché intérieur, L'OPERATEUR PRIVE se propose entre autre de répondre a une demande du Programme National de Cantines Scolaires qui a un besoin mensuel de 60 000 livres de filet de poissons pour l'alimentation dans les écoles.

³ / IRAM-INESA ; Étude de la filière pêche en Haïti et propositions de stratégie d'appui au secteur ; MARNDR, République d'Haïti, septembre 2007.

- ❑ Dans le cadre du présent projet d'investissement, L'OPERATEUR PRIVE développe un partenariat avec l'Association des Marins Pêcheurs d'Anse d'Hainaut (AMPAH), créée au début des années 2000. Il est proposé dans le cadre du projet d'investissement porté par la L'OPERATEUR PRIVE. de formaliser les relations de partenariat envisagé à travers la création d'une SOCIETE ANONYME ou les pêcheurs seront producteurs et partenaires. Il est prévu en outre la signature d'un contrat en bonne et due forme entre les deux partenaires , contrat précisant les droits et devoirs de chacun et aussi la politique de prix a appliquer .

Description du projet

Objectifs

- ❑ L'OPERATEUR PRIVE sollicite un financement auprès d'un partenaire financier en vue de permettre une augmentation substantielle du revenu des différents acteurs de la filière pêche, en particulier ceux des petits et moyens pêcheurs membres de l'association AMPAH.
- ❑ Plus spécifiquement, le financement sollicité permettra aux petits et moyens pêcheurs d'AMPAH :
 - d'exploiter le talus et la haute mer en lieu et place du plateau continental, largement surexploité
 - de disposer d'un débouché nouveau pour leurs prises : le marché du poisson pélagique frais (marlins, thons) à Port-au-Prince et pour l'exportation.

Investissements prévus

- ❑ Le projet est structuré en 4 types d'investissements complémentaires :
 - *investissement 1* : installer des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) supplémentaires dans la zone de pêche visée (15 000 US\$)
 - *investissement 2* : mettre en service un bateau équipé (hébergement, chaîne de froid) pour traiter le poisson fraîchement pêché en haute mer par les petits pêcheurs (275 000 US\$)
 - *investissement 3* : installer une chaîne de froid (génératrices, compresseurs, chambres froides, glacières) à Anse d'Hainaut et acquérir un camion réfrigéré pour permettre un accès au marché du poisson frais à l'exportation et des produits congelés pour les marchés régionaux et locaux (218 000 US\$).
 - *Investissement 4* : doter L'OPERATEUR PRIVE d'un fond de roulement suffisant pour assurer le démarrage des activités.
- ❑ L'installation de six nouveaux DCP permettra d'augmenter la productivité du travail des petits pêcheurs. Les DCP sont des obstacles artificiels installés à 1 à 2 km de profondeur constitués d'un câble principal et de diverses structures rattachées ; une fois immergés dans les zones ciblées, ils constituent un point d'attraction pour les grands poissons migrateurs qui viennent s'y fixer pendant quelques temps avant de reprendre leur course au large. La pêche artisanale à la ligne à proximité du DCP devient ainsi très vite beaucoup plus productive qu'en l'absence de DCP. Les récentes expériences d'installation de DCP en Haïti sont très

encourageantes : 3 à 4 semaines après l'installation de ces dispositifs, le rendement des pêches commence à augmenter, pour un quasi doublement après un an. Les DCP installés en 1999 par La compagnie de Pêche Antillaise sa (CPAsa) dans la Grande Anse et en 2003 à l'aide de subventions publiques sont aujourd'hui gérés par l'association de pêcheurs (AMPAH), qui en fait payer l'accès (avec un système de cotisation préférentiel pour les membres de l'association). Les ressources ainsi générées permettent à la fois l'entretien du récif et la consolidation de l'association ; un mécanisme de gestion similaire est prévu dans le cadre du présent projet.

□ Le bateau équipé qui sera mis en service remplira une quadruple fonction :

- tracter les embarcations des pêcheurs artisanaux associés jusqu'aux zones de pêche (proximité des DCP) : au moins une vingtaine d'embarcations devraient pouvoir être associées à chaque sortie en mers
- servir de base logistique aux pêcheurs artisanaux associés pendant des campagnes de pêche de 10 jours : hébergement pendant les nuits, approvisionnement en eau potable et en nourriture, stockage des intrants requis pour la pêche
- réceptionner les prises quotidiennes des pêcheurs artisanaux, les trier, les conditionner sur le champs : congélation ou conservation en frais, poissons entiers ou filets, ... selon le type de prise et le marché visé
- assurer le transport des produits jusqu'à Port-au-Prince dans des conditions optimales de conservation (congélation ou réfrigéré dans de la glace).

Ce bateau-mère de 80 à 120 pieds environ (capacité de traitement de 10,000 livres de produits par jour et d'emmagasiner de 200,000 livres) disposera ainsi d'un espace « habitation » pour les pêcheurs et d'un espace « conditionnement des poissons », avec machine à glace, freezer et chambre froide. Il sera également équipé d'un petit bateau à moteur chargé de collecter régulièrement les prises des pêcheurs artisanaux, de les acheminer vers le bateau mer pour le premier conditionnement, et d'approvisionner si besoin les pêcheurs en intrants. Sur un mois, ce bateau-mère réalisera ainsi deux campagnes de pêche de 10 jours maximum et deux aller-retour entre la Grand' Anse et Port-au-Prince pour l'écoulement des produits.

□ L'OPERATEUR PRIVE mettra en place des installations frigorifiques à Anse d'Hainaut de façon à garantir une conservation optimale des prises (en frais ou en congelé) jusqu'au consommateur final. Cette installation sera réalisée par de la main d'œuvre spécialisée, tant pour la réfrigération que pour l'électrification de la base. Il est prévu :

- la construction d'un entrepôt de 200m² à Anse d'Hainaut
- l'aménagement de deux chambres froides (respectivement 24x24x10 pieds et 24x12x10 pieds) à Anse d'Hainaut, avec les accessoires requis pour leur réfrigération (tuyauterie, appareils de contrôle, ...)
- l'équipement du site : 2 génératrices (150 et 90 Kw) avec tous les accessoires électriques requis, 3 compresseurs (10 HP, 7.5 HP et 7.5 HP), 3 évaporateurs (de respectivement 70 000, 50 000 et 50 000 BTU), 1 machine à emballer sous vide pour Anse d'Hainaut, une autre pour le site de Port-au-Prince
- la constitution d'un stock de 20 glacières à thon, confiées aux pêcheurs artisanaux lors de chaque départ en mer.

- L'OPERATEUR PRIVE disposera d'un fonds de roulement équivalent aux besoins de trésorerie d'un mois d'activités : achat du carburant requis pour le fonctionnement du bateau mère pendant 10 jours et des installations frigorifiques, achat des poissons aux pêcheurs au retour à quai, conditionnement des poissons à Anse d'Hainaut, transport par bateau jusqu'à Port-au-Prince, acheminement vers l'exportation des produits haut de gamme depuis Port-au-Prince, acheminement vers le marché intérieur des autres produits retour du bateau à Anse d'Hainaut.

Résultats attendus

- Le résultat attendu du projet est une augmentation des revenus de l'ensemble des acteurs de la filière concernés par le projet, notamment celui des petits pêcheurs, à travers une augmentation des volumes pêchés, tant pour le marché local que pour l'exportation.
- L'installation de nouveaux DCP et la mise en service du bateau mère permettra aux pêcheurs artisanaux d'Anse d'Hainaut de multiplier le volume des prises de poissons pélagiques par 5 : par rapport à la situation actuelle, au moins cinq fois plus d'embarcations pourront sortir en mer, pour un temps de pêche effectif doublé.
- Plus de 300 TM de produits de la mer seront commercialisés en frais et en grande partie exportés (langoustes, poissons haut de gamme), pour une valeur d'au moins 1,5 millions de dollars US par an.
- Le tableau suivant donne le détail du chiffre d'affaire prévisionnel de L'OPERATEUR PRIVE dans le secteur des produits de la mer. La marge commerciale attendue en année de croisière est de 900 000 US \$, pour un chiffre d'affaire de plus de 1,5 millions de dollars annuel.

Tableau n°1 : chiffre d'affaires prévisionnel de la compagnie, après projet

PECHE	Prises mens. (lbs)	Mois / an	Vol. Ann.	Prix achat (US \$)	Prix de vente (US \$)	Valeur achat	Valeur vente	Marge comm.
Langoustes (entières)	4 000	9	36 000	3,0	5,0	108 000	180 000	72 000
Lambi	3 000	6	18 000	2,0	3,6	36 000	64 800	28 800
Crabe	1 000	6	6 000	2,0	3,6	12 000	21 600	9 600
Poulpe	2 000	6	12 000	1,8	3,6	21 600	43 200	21 600
Poissons démerseaux	5 000	9	45 000	1,5	3,0	67 500	135 000	67 500
Poissons pélagiques	80 000	7	560 000	0,75	2,0	420 000	1 120 000	700 000
TOTAL ANNUEL			677 000			665 100	1 564 600	

Impacts du projet

- Impact socio-économique : le revenu des petits pêcheurs bénéficiaires devrait être multiplié par au moins 4 grâce au projet (augmentation des prises). AMPAH sera renforcée par le projet ; un système de ristourne sera mis en place à partir du paiement par L'OPERATEUR PRIVE des produits de la mer achetés aux pêcheurs membres et autres pêcheurs de la région. Cette ristourne sera utilisable par AMPAH pour assurer l'entretien des DCP et venir en aide le cas échéant à la communauté pêcheur en cas de besoin. Enfin, des emplois supplémentaires seront créés, en particulier en aval de la filière (salage, fumage des produits pêchés). Les pêcheurs de l'association auront des revenus garantis même après leur retraite ou en cas d'invalidité.

Entre autre, il est prévu une diminution du taux de chômage, de la délinquance et une augmentation du taux de scolarisation dans la région.

- Impact environnemental : rendre possible l'exploitation par les artisans pêcheurs du talus et de la haute mer se traduira par une forte réduction de la pression sur les écosystèmes côtiers (récifs coralliens) et sur le plateau continental, largement surexploités aujourd'hui ; ceci permettra une reconstitution rapide des stocks d'espèces aujourd'hui menacées comme le lambi. Inversement, la mise en service de DCP supplémentaire au large et le maintien de techniques de pêche artisanales (lignes avec hameçons) permettent de s'assurer que la ressource halieutique de la pleine mer (les stocks régionaux de poissons hauturiers) ne sera pas menacée par le projet⁴.

Budget, financement, rentabilité prévisionnelle

- Le montant des investissements requis serait, en première approximation, de l'ordre de 600 000 US \$, répartis comme suit. Ce montant inclus environ 100 000 dollars d'appui au fonds de roulement de l'entreprise, destiné à assurer les achats pendant un mois de fonctionnement, en sachant que s'agissant de produits frais, les stocks rouleront encore beaucoup plus vite.

⁴ / Des bateaux-usines asiatiques qui pêchent actuellement dans la région sont en mesure de traiter 5 000 TM de poissons par jour, soit plus de 30 % du volume estimé de toute la pêche artisanale haïtienne ... !

TABLEAU N° 2 : INVESTISSEMENTS REQUIS

ITEM	Type	Quantité	Prix	Valeur	Durée	Valeur amort.
Activité 1 : DCP		6	2 500	15 000	1	15 000
Activité 2 : bateau mère		1	275 000	275 000	10	27 500
Activité 3 : chaîne du froid				218 000		
<i>Entrepôt</i>	<i>200 m2</i>	1	30 000	30 000	10	3 000
<i>Génératrice</i>	<i>150 KW</i>	1	25 000	25 000	5	5 000
	<i>90 KW</i>	1	20 000	20 000	5	4 000
<i>Compresseur</i>	<i>10 HP</i>	1	10 000	10 000	5	2 000
	<i>7,5 HP</i>	2	8 000	16 000	5	3 200
<i>Évaporateur</i>	<i>70000 BTU</i>	1	7 000	7 000	5	1 400
	<i>50000 BTU</i>	2	5 500	11 000	5	2 200
<i>Chambre froide</i>	<i>24*24*10</i>	1	20 000	20 000	5	4 000
	<i>24*12*12</i>	1	10 000	10 000	5	2 000
<i>Machine à emballer</i>		1	6 000	6 000	5	1 200
<i>Kit réfrigération</i>		1	2 000	2 000	5	400
<i>Kit électrique</i>		1	20 000	20 000	5	4 000
<i>Main d'oeuvre réfrig.</i>		1	5 000	5 000		
<i>Main d'oeuvre électr.</i>		1	8 000	8 000		
<i>Glacières thon</i>		20	1 400	28 000	5	5 600
Dotation fonds de roulement		1	91 133	91 133		
TOTAL				599 133		80 500

- Ces investissements nouveaux viennent s'ajouter aux apports en nature L'OPERATEUR PRIVE sous la forme des installations de froid à Port-au-Prince, qui seront utilisées à 60% par les produits de la mer une fois le projet établi.

Tableau n°3 : investissement total requis

ITEM	Valeur	Amort.
Activité 1 : DCP	15 000	15 000
Activité 2 : bateau mère	275 000	27 500
Activité 3 : chaîne du froid	468 000	67 000
Dotation fonds de roulement	91 133	
TOTAL	849 133	109 500

- Le montant total de l'investissement s'établit ainsi à 600 000 US \$. L'OPERATEUR PRIVE sollicite un prêt bancaire de 600 000 US \$ pour le financement des investissements requis.

- En première approximation, si le coût du financement est de 10 % annuel, la rentabilité du projet (IRR) serait de l'ordre de 35% si le prêt est calculé sur 5 ans, et de si le prêt est calculé sur 10 ans. (tableaux 4 et 5). Les investissements sont récupérés dans un délai de 5 ans.

Tableau 4 : Estimation de la rentabilité du projet (prêt sur 5 ans)

ENTRÉES		1	2	3	4	5
Total entrées		899 500	899 500	899 500	899 500	899 500
SORTIES						
Investissements		849 133				
Frais opération		428 500	428 500	428 500	428 500	428 500
Total sorties		1 277 633	428 500	428 500	428 500	428 500
SOLDE BRUT		-378 133	471 000	471 000	471 000	471 000
Frais financiers (10% / an)		59 913	50 100	39 305	27 430	14 368
Amortissements		127 137	136 950	147 745	159 620	172 682
SOLDE NET		-565 183	283 950	283 950	283 950	283 950
Solde cumulé		-565 183	-281 233	2 717	286 667	570 617

Investissements	599 133
Amortissements	599 133
Intérêts	191 116
TRI	35%

Tableau n°5 : Estimation de la rentabilité du projet (prêt sur 10 ans)

ENTRÉES		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Total entrées		899 500	899 500	899 500	899 500	899 500	899 500	899 500	899 500	899 500	899 500
SORTIES											
Investissements		849 133									
Frais opération		428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500
Total sorties		1 277 633	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500	428 500
SOLDE BRUT		-378 133	471 000	471 000	471 000	471 000	471 000	471 000	471 000	471 000	471 000
Frais financiers (10%)		59 913	56 154	52 019	47 470	42 466	36 963	30 908	24 248	16 923	8 864
Amortissements		66 593	70 352	74 487	79 036	84 040	89 544	95 598	102 258	109 584	117 642
SOLDE NET		-504 640	344 494	344 494	344 494	344 494	344 494	344 494	344 494	344 494	344 494
Solde cumulé		-504 640	-160 146	184 348	528 842	873 336	1 217 830	1 562 323	1 906 817	2 251 311	2 595 805

Investissements	599 133
Amortissements	599 133
Intérêts	375 929
TRI	68%

JUSTIFICATION DU PROJET

▪ **Logique d'ensemble**

L'installation de DCP sur le site choisi permettra une augmentation des prises potentielles par les pêcheurs artisanaux en pleine mer. Ces pêcheurs seront tractés par le « bateau-mère » sur les zones pour des durées de cinq (5) jours, permettant ainsi d'augmenter considérablement le temps de pêche sur des sites à haute productivité, tout en limitant les risques pour les artisans de pêche (Présence du bateau-mère).

Les pêcheurs artisanaux se seront préalablement approvisionnés en intrants, matériels et équipements requis pour la pêche en haute mer dans un magasin installé au port de pêche désigné.

Le bateau-mère sera également équipé pour recevoir et conditionner dès leur capture les prises des pêcheurs artisanaux grâce à une bonne maîtrise de la chaîne du froid. Revenu à quai au bout de cinq jours, les produits seront traités dans la base régionale (tri final, emballage, surgélation ou conservation sur glace) puis expédiés à Port-au-Prince ou tout autre marché potentiel.

De là les différents marchés seront approvisionnés, conformément à l'organisation de l'exportateur : exportation par avion des produits haut gamme (crustacés, thon frais, filet de marlin et d'espadon congelés), approvisionnement des différentes catégories de marché de l'aire métropolitaine (Haut de gamme, intermédiaire, populaire via les marchandes du secteur informel).

La valeur principale apportée par le projet est ainsi double :

- c) Permettre aux pêcheurs artisanaux d'exploiter le talus et la haute mer plutôt que le seul plateau continental,
- d) Ouvrir le marché du poisson frais exporté grâce à une organisation et des équipements permettant une mise en glace des poissons dès leur prise par les artisans pêcheurs, ceci au bénéfice à la fois de l'opérateur privé et des petits pêcheurs de l'association.

CALENDRIER D'EXECUTION

MOIS ACTIVITES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Démarche adm./ partenariat	x	x	x	x																				
Acquisition matériels DCP					x	x	x																	
Acquisition matériels pêche					x	x	x																	
Acquisition bateau-mère					x	x	x																	
Acquisition matériels refri/elec					x	x	x																	
Construction hangar					x	x	x	x																
Formation							x	x	x				x	x	x									
Montage et pose DCP								x	x															
Montage chaine de froid									x	x														
Operations de pêche											x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

APPENDIX 1 - AXES SPECIFIQUES D'INTERVENTION PROPOSÉS PAR CELESTIN (2004) POUR L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES, DE LEUR EXPLOITATION ET DE LA VALORISATION DES PRODUITS DE PÊCHE

Amélioration en ressources humaines

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de cadres et de techniciens intermédiaires en aménagement et gestion des pêches 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer un minimum de service en aménagement et gestion des pêcheries ; ▪ Augmenter la disponibilité en ressources humaines pour les structures décentralisées du DDA et les entreprises privées opérant dans le secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un programme d'apprentissage à court, moyen et long terme en matière halieutique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Orienter certains universitaires originaires de la région à se spécialiser dans l'halieutique ; ▪ Organiser des séminaires de formation en gestion et exploitation des ressources halieutiques sur le tas à l'intention des cadres et techniciens du DDA de la Grande-Anse et leur donner l'opportunité de bénéficier de stages pratiques dans le domaine à travers les mécanismes de coopération régionale et internationale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MARNDR ; ▪ DDA-GA ; ▪ Cadres techniques ; ▪ Secteur privé ; ▪ Représentants de la coopération internationale ; ▪ Consultants indépendants spécialisés en halieutique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue d'au moins 4 séminaires dans la Grande-Anse et participation de 3 cadres techniques du DDA à un stage à l'étranger pendant les 2 prochaines années ; ▪ Formation post-graduée de 2 cadres dans des universités d'outre-mer pendant les 4 ans à venir.

Réhabilitation de la productivité des pêcheries « stratégiques » (langoustes, crevettes, lambis, poissons de grande valeur commerciale) et développement de la pêche artisanale hauturière

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fabrication et installation de récifs artificiels dans l'aire du plateau continental ; ▪ Ajustement des mesures réglementaires (les rendre simples et cohérentes) devant prévenir l'épuisement des stocks dans les pêcheries « stratégiques » ; ▪ Multiplication des DCP dans les sites convenables. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroître le taux de recrutement dans les pêcheries menacées pour garantir le renouvellement continu des ressources ciblées ; ▪ Diversifier les opportunités, mettre à profit des sites alternatifs d'exploitation et augmenter les revenus des pêcheurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les pêcheurs à la fabrication, l'installation et l'exploitation des récifs artificiels ; ▪ Interdire l'utilisation de compresseurs et limiter la proportion d'individus immatures dans les prises ; ▪ Fixer la fermeture de la pêche à la langouste sur 2 ou 3 mois effectifs correspondant à la période de reproduction massive et sur la base d'un minimum de données scientifiques prises en harmonie avec 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les pêcheurs des zones devant héberger les récifs artificiels pour obtenir leur adhésion et leur participation ; ▪ Utiliser des matériaux robustes et peu coûteux dans la fabrication des récifs, comme les pneus usagés ; ▪ Intégrer les pêcheurs et tous les autres acteurs des circuits de commercialisation des produits, et obtenir leur collaboration à travers des actions d'envergure en matière de sensibilisation sur le bien-fondé des dispositions. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MARNDR ; ▪ DDA-GA ▪ Parlement haïtien ; ▪ Secteur privé ; ▪ Pêcheurs ; ▪ Coopération régionale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de 10 stages de formation sur la faisabilité de récifs artificiels sur les 3 ans à venir ; ▪ Fabrication et placement de 2.000 à 3.000 récifs pendant les 4 prochaines années ; ▪ Installation de 30 nouveaux DCP sur les 3 prochaines années.

		les pays voisins ; ▪ Expérimenter d'autres matériels localement disponibles tels que les récipients en plastique à peindre en couleurs vives en remplacement éventuel des bouées synthétiques très coûteuses et qu'il faut en plus importer.			
--	--	---	--	--	--

Accès aux matériels, équipements et services améliorés

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
Acquisition d'embarcations, d'engins, d'équipements et D'autres	▪ Garantir la sécurité en mer ; ▪ Réduire la durée de navigation ; ▪ Augmenter le rayon d'action et les capacités de capture ; ▪ Réduire les risques de détérioration des	▪ Mise en place d'un programme d'appui à l'acquisition de ces matériels et équipements ; ▪ Renforcement de l'atelier de réparation des moteurs et y	▪ Subventionner la gazoline et le gaz propane aux pêcheurs (ajouter un colorant à la gazoline pour éviter les fraudes) ; ▪ Prendre des mesures incitatives à l'investissement dans le secteur (détaxation des matériels y relatifs, développement de crédit institutionnel à taux préférentiels sur la base d'analyse ex-post d'expériences dans d'autres communautés de pêcheurs et	▪ L'Etat ; ▪ MARNDR ; ▪ Secteur privé ; ▪ ONGs ; ▪ Institutions de crédit formel ; ▪ Pêcheurs ; ▪ Artisans	▪ Environ 100 canots améliorés sur une période de 3 ans ; ▪ Un atelier de construction et de réparation de bateaux est renforcé (éventuellement le Centre

<p>accessoires</p> <p>spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Canots de pêche à balanciers et à quilles améliorées (plus stables), pontés, et éventuellement à cabine (plus confortables) ; ▪ Bateaux-remorqueurs de canots de pêche ; ▪ Bateaux-collecteurs de produits de pêche (à moteurs rapides) ; ▪ Moteurs (in-board / out-board) de puissances appropriées ; ▪ Engins sélectifs et respectueux de l'environnement (filets et nasses de mailles conservatrices, 	<p>produits</p>	<p>ajouter une section de réparation de bateaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Incitation à l'implantation ou au renforcement d'autres ateliers de fabrication et de réparation de bateaux en fibrociment ou en fibre de verre, ainsi que de matériels de pêche par le secteur privé local. 	<p>de réflexions approfondies qui peuvent en découler, couverture d'assurance appropriée..)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les bateaux remorqueurs et collecteurs pourraient être une initiative d'investissement privé constituant une entreprise de service aux pêcheurs 		<p>Technique Saint Joseph-CTSJ à Jérémie) dans 2 ans ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 6 entreprises de bateaux de remorquage et de collection sont opérationnelles dans 10 ans.
---	-----------------	--	---	--	---

sennes coulissantes de capacités adaptables à celles des bateaux de pêche, chaluts de pêche entre 2 eaux..) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Equipements de conservation ; ▪ Poulies et autres accessoires appropriés. 					
--	--	--	--	--	--

Dispositifs de conservation des produits de pêche

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Acquisition d'équipements légers de conservation à transporter en mer ; ▪ Acquisition d'équipements frigorifiques plus importants à installer à proximité des débarcadères. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintenir la fraîcheur des produits depuis le processus de capture jusqu'à leur livraison ou leur soumission à toute autre méthode de conservation (salage, séchage..) en passant par leur récupération en mer via un bateau-collecteur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'associations de pêcheurs pour la conservation et la commercialisation des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Privilégier l'option plus ou moins individuelle : acquisition de glacières de capacités appropriées à transporter en mer par unité de pêche (2 à 4 pêcheurs faisant partie de l'équipage d'un canot) ; ▪ Disposer d'une source d'approvisionnement régulier en glace pour les sorties en mer ; ▪ Opter pour l'alternative d'acquisition collective : chambres froides ou congélateurs de capacités intermédiaires suivant les besoins, à installer aux ports de débarquement, compte tenu de l'importance des débours financiers requis par ces équipements ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pêcheurs ; ▪ Secteur privé (fournisseurs de glace, de glacières, de gaz propane..) ; ▪ Marchandes locales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achat d'environ 600 glacières de capacités adéquates et appropriées sur les 3 prochaines années ; ▪ Mise en place de 4 à 6 installations frigorifiques dans les ports recevant les plus importants débarquements

					de produits de pêche
--	--	--	--	--	----------------------

Recherche de créneaux rémunérateurs pour les gros pélagiques

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification de niches spécifiques pour les gros pélagiques : hôtels, restaurants et supermarkets de moyenne gamme, institutions hospitalières, cafétérias à forte clientèle, programmes de cantine scolaire.. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Donner une valeur ajoutée aux produits de second choix pour combler le manque à gagner enregistré jusqu'ici par les pêcheurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation en conservation et transformation de produits de pêche; ▪ Livraison de poissons frais entiers ou tranchés ; ▪ Préparation et approvisionnement de filets de poissons frais ; ▪ Mise en place de structures améliorées sur le plan hygiénique et technique pour le salage et le séchage du poisson ; ▪ Approvisionnement de poisson salé-séché très bien présenté et de qualité aux composantes intéressées faisant partie du créneau ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rechercher et obtenir un partenariat fonctionnel entre les pêcheurs et quelques opérateurs privés, très dynamiques et ayant pour rôle de fournir la plus importante partie des investissements nécessaires à l'acquisition des équipements de conservation, de transformation et de transport, d'établir les relations avec les différentes composantes du créneau pour coordonner et dynamiser le marché, et assurer l'approvisionnement régulier des clients ; ▪ Développer une ligne de poissons salés-séchés dans de meilleures conditions sur le plan hygiénique et technique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pêcheurs ; ▪ Opérateurs privés ; ▪ Marchandes locales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Acquisition d'au moins 30% du marché de ce créneau dans 4 ans

Renforcement organisationnel

Activités	Objectifs	Actions à envisager	Éléments de stratégie	Acteurs à impliquer	Éléments de programmation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Structuration et dynamisation des organisations de pêcheurs, de marchandes.. ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer la capacité de participation des pêcheurs et des autres acteurs de la filière dans l'aménagement des pêches, la gestion et l'exploitation durable des ressources ; ▪ Contribuer à la professionnalisation du métier de pêche ; ▪ Faciliter la réalisation progressive d'activités communautaires liées à l'aménagement (respect de la réglementation, tenue de statistiques, prise et exécution de décisions relatives à la gestion et à l'exploitation des ressources, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation ; ▪ Encadrement dans le montage institutionnel : définition des attributions pour les différentes fonctions, préparation des actes constitutifs et des règlements internes ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration et exécution d'un programme de formation réparti sur le long terme et couvrant le volet organisationnel, la navigation, la sécurité en mer, la biologie et l'écologie marine, l'océanographie, la protection de l'environnement marin côtier, la transformation et la conservation des produits halieutiques ainsi que l'aménagement des pêches, la gestion et l'exploitation responsable et durable des pêcheries. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MARNDR ; ▪ DDA-GA ; ▪ Pêcheurs ; ▪ Marchandes ; ▪ Consultants indépendants spécialisés en halieutique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encadrement d'au moins 5 associations de pêcheurs pendant les 3 prochaines années ; ▪ Le programme de formation est exécuté au bénéfice de 30% des organisations liées aux activités de pêche dans la Grande-Anse dans les 4 prochaines années.

	meilleure valorisation des produits..) ; ▪ Raffermer la cohésion sociale ;				
--	--	--	--	--	--

ANNEXE 2 - SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS PROPOSÉES PAR ANTHONY SIMON BASÉE SUR DAMAIS ET AL (2008)

INTERVENTIONS A COURT TERME (0-2ANS)

	ACTIVITES	OBJECTIFS	ACTIONS A ENVISAGER	ELEMENTS DE STRATEGIE	RESULTATS ATTENDUS
2- MIEUX EXPLOITER LA HAUTE MER	<ul style="list-style-type: none"> - Installation et exploitation de dispositifs de concentration de poissons (DCP) ; - Exécution d'un projet pilote au niveau de l'arrondissement d'Anse d'Hainaut ; - Mise en place de réseaux de récifs artificiels sur le plateau continental ; - Acquisition d'embarcations, d'engins, d'équipements et d'intrants de pêche (bateaux, moteurs, équipements de communication, matériels de pêche etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le rendement des pêches en vue de répondre aux besoins urgents des communautés de pêcheurs ; - Diminuer la pression sur les ressources démersales côtières en vue de faciliter leur régénération ; - Augmenter le rayon d'action des embarcations de pêche et les capacités de capture ; - Augmenter la sécurité en mer ; - Réduire les risques de détériorations des produits et mieux les valoriser. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des activités d'exploitation sur les unités déjà installées (Grand' Anse, La Gonâve, Grand Goave et Sud-est) ; - Montage et mouillage de nouvelles unités dans d'autres sites à déterminer en accord avec (DPAQ, les Mairies, les DDA) ; - Formation des bénéficiaires en technique de capture, de transformation, de traitement et de conservation des produits de pêche ; - Encadrement des bénéficiaires dans la recherche de marchés pour les catégories de poissons pêchés sur les DCP ; - Développement d'un partenariat entre AMPAH et un Operateur privé ; - Formation des 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les embarcations actuellement disponibles dans les communautés bénéficiaires et les motoriser au besoin ; - Mettre en place des facilités de crédit aux marchandes en vue d'augmenter leur capacité d'achat ; - Développer une ligne de produits améliorés de poissons salés et fumés ; - Utiliser les fonds déjà disponibles au niveau de différentes agences intervenant dans le secteur (FAES, Coopération Espagnol, ACDI etc.) ; - Développer des 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien des DCP existants, montage et mouillage de 60 DCP pendant les deux prochaines années ; - Acquisition de 50 embarcations et de 50 moteurs Hors bord ; - Exécution d'un projet pilote dans l'arrondissement d'Anse d'Hainaut à travers un partenariat entre AMPAH qui est une association de pêcheurs et un Operateur privé à partir de la première année ; - Mise en exploitation des 60 DCP installés au niveau des différents villages de pêche qui seront retenus ; - Modèles techniques testés et vulgarisés. - Au moins 300 pêcheurs formés dans les communes sélectionnées;

			<p>pêcheurs à la fabrication, l'installation et l'exploitation des récifs artificiels sur le plateau continental ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de l'utilisation d'engins destructeurs et très peu sélectifs tels : seine de plage, compresseurs, filets maillants a maille de taille non réglementaire. 	<p>embarcations améliorées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des facilités pour le financement des investisseurs privés ; - Intégrer les pêcheurs dans le processus d'aménagement des pêches de la conception à la réalisation des activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de 4 magasins d'intrants de pêche.
--	--	--	--	--	--

INTERVENTIONS A COURT TERME (0-2ANS)

	ACTIVITES	OBJECTIFS	ACTIONS A ENVISAGER	ELEMENTS DE STRATEGIE	RESULTATS ATTENDUS
3. MIEUX VALORISER LES PRISES	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition d'équipements légers de conservation à transporter en mer ; - Acquisition d'équipements frigorifiques à installer à proximité des débarcadères importants ou des ports biens abrités (St Jean du Sud, 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la fraîcheur des produits depuis le processus de capture jusqu'à leur livraison ou leur soumission à toute autre méthode de conservation (congélation, salage/séchage, fumage) en passant à certains endroits où le plateau 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'associations de pêcheurs et de partenariat entre ces associations et le secteur privé ; - Accès au crédit en vue de faciliter les investissements en moyen de conservation (usine à glace, station de traitement d'eau, énergie) ; - Formation en 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier l'option association secteur privé et association de pêcheur de façon à renforcer les capacités de gestion de ces organisations de base ; - Disposer de glacières et d'une source d'approvisionnement régulier en glace pour les sorties en 	<ul style="list-style-type: none"> - Achat d'environ 600 glacières de grande capacité pendant les deux prochaines années ; - Mise en place de 4 installations frigorifiques dans 4 débarcadères importants ; - Augmentation de 40% de la valeur des produits pêchés ; - Augmentation de

	<p>Anse-a-Galet, Anse d'Hainaut, Baie Dumesle, Baie des Flamands, Fort Liberté, Gonaïves, Aquin) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification de marché spécifique pour les gros pélagiques (hôtel, restaurant, super marché, institutions hospitalières, pénitencières, cantine scolaire, exportation etc.). 	<p>continental est étendu par leur récupération en mer au moyen d'un bateau collecteur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre de la valeur ajoutée sur les produits pêchés pour combler le manque à gagner enregistrer jusqu'ici par les pêcheurs ; - Augmenter les revenus des différents acteurs intervenant dans la filière. 	<p>conservation et transformation de produit de pêche ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exportation de poissons frais sur glace ; - Mise en place de structures améliorées pour le salage, séchage et le fumage du poisson ; - Approvisionnement des marchés régionaux et locaux en poissons salés, séchés et fumés. 	<p>mer et en intrants de pêche ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opter pour l'exploitation des DCP sur une base communautaire ; - Favoriser l'installation de petites unités de froid dans les débarcadères de moindre importance. 	<p>la taille du marché de poisson pélagique de 60% ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction du marché de poissons de Larochelle et 10 marchés secondaires.
--	---	--	--	---	--

INTERVENTIONS A MOYEN ET LONG TERME (0-5ANS)

	ACTIVITES	OBJECTIFS	ACTIONS A ENVISAGER	ELEMENTS DE STRATEGIE	RESULTATS ATTENDUS
2- MIEUX EXPLOITER LA HAUTE MER	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et extension dans d'autres bassins de pêche des activités initiées pendant les deux premières années ; - Formation de cadre et de 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la disponibilité en ressources humaines pour les structures décentralisées du MARNDR et les Operateurs œuvrant dans le 	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution de 4 autres projets pilote dans d'autres bassins de pêche en s'inspirant des résultats obtenus au niveau des projets pilote préalablement exécuter ; - Mise en place de programme de 	<ul style="list-style-type: none"> - Orienter certaines universités à se spécialiser en océanographie, biologie, écologie marine et en ressource halieutique ; - Organiser des séminaires de 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une mémoire institutionnelle ; - Organisation de 6 séminaires de formation au niveau national par année pendant les trois prochaines années ;

	<p>technicien intermédiaire en aménagement et gestion des pêches ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de structures pour la collecte des données statistiques sur la ressource et les captures ; - Multiplication des DCP dans des sites convenables. 	<p>secteur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un système de suivi des pêches permettant la formulation de plan d'aménagement 	<p>formation a moyen et long terme en matière de gestion des ressources halieutiques.</p>	<p>formation en gestion et exportation des ressources marines à l'intention des cadres du MARNDR et de ses structures décentralisées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer des programmes de formation formelle au niveau des différents centres universitaires du pays . 	<ul style="list-style-type: none"> - 20 projets d'installation frigorifique sont exécutés ; - Exécution de trois autres projets pilote à partir de la troisième année à Anse-a-Galet (Ile Gonâve), St Jean du Sud et dans le Sud-est. Ces projets s'inspireront des résultats obtenus préalablement dans la Grand' Anse ; - Pose de 100 DCP dans différentes communes ; - Acquisition de 100 bateaux et 100 moteurs hors bord
--	---	---	---	--	---

INTERVENTIONS A MOYEN ET LONG TERME (0-5ANS)

	ACTIVITES	OBJECTIFS	ACTIONS A ENVISAGER	ELEMENTS DE STRATEGIE	RESULTATS ATTENDUS
3. MIEUX VALORISER LES PRISES	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration et dynamisation des organisations de pêcheurs et de distributeurs de produits de la pêche ; - Renforcement des activités initiées au cours des deux premières années ; - Mise en place d'un laboratoire national de certification pour les produits destinés aux différents marchés internationaux ; - Développement de coopération bilatérale pour la gestion des stocks partagés ; - Renforcement contrôle qualité ; - Construction de 4 marchés de produits de la mer. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité de participation des pêcheurs et des autres acteurs de la filière dans le contrôle de la qualité des produits ; - Coordonner les régimes d'exploitation ou la valorisation des ressources halieutiques ; - Diversifier et augmenter les revenus des communautés de pêcheurs et de marchandes ; - Contribuer à la professionnalisation du métier de la pêche. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de 4 marchés de produits de la mer ; - Encadrement et appui institutionnel aux associations de pêcheurs et tout autre acteur intervenant dans la filière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et exécuter des programmes de formation à long terme couvrant le volet contrôle de qualité, la transformation et la conservation des produits marin et la protection de l'environnement marin côtier, la gestion et l'exploitation durable des pêcheries ; - Former des frigoristes ; - Faciliter des crédits pour l'implantation de chaîne de froid. 	<ul style="list-style-type: none"> - 3 entreprises haïtiennes d'exportation de fruits de mer aux normes HACCP et UE ; - 10 entrepreneurs nouveaux en production de glace et au moins 5 alliances commerciales dans différentes communes ; - 4 marchés de produits de la mer sont construits à la Rochelle, Marigot, Croix des bossales, Cayes ; - Encadrement de 20 associations de pêcheurs.

